

LE
STATUT DES ADMINISTRATEURS
DES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le samedi 15 mai, à 14 heures

PAR

Jean BENILAN

Président : M. René MAUNIER, Professeur

Suffragants { MM. NOGARO,
Achille MESTRE. } *Professeurs*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}, Éditeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (V^e)

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551607_0057

LE
STATUT DES ADMINISTRATEURS
DES COLONIES

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LE
STATUT DES ADMINISTRATEURS
DES COLONIES

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le samedi 15 mai, à 14 heures

PAR

Jean BENILAN

Président : M. René MAUNIER, Professeur

<i>Suffragants</i>	{	MM. NOGARO, Achille MESTRE.	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------------	---	--------------------

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^o, Editeurs

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13 (v°)

1937

* 2066.



TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Comment se présentent, se classent et s'élaborent les décrets fixant le statut des administrateurs des colonies	7
CHAPITRE II. — Description générale des fonctions et des statuts des administrateurs des colonies	17
CHAPITRE III. — Étude comparée des administrateurs des colonies françaises et des fonctionnaires coloniaux du même ordre servant dans les colonies étrangères	57
CONCLUSION	75
BIBLIOGRAPHIE	79
<i>Liste des textes concernant le statut des administrateurs des colonies</i>	85

INTRODUCTION

Le domaine colonial de la France réparti sur quatre continents dépasse la superficie de l'Europe toute entière. Napoléon triomphant de la Russie en 1812 eut été le maître d'un Empire d'un seul bloc mais moins vaste que celui de la République en 1937.

Ces immenses étendues de la France extérieure englobent plusieurs déserts, parmi lesquels celui du Sahara, le plus grand de la Terre, presque complètement. Elles ne sont peuplées que de soixante millions d'habitants ; il y en a quarante dans la métropole dix-neuf fois plus petite.

Vingt mille fonctionnaires coloniaux européens et à peu près le double de fonctionnaires indigènes administrent les soixante millions de sujets français, nos frères d'outre-mer. On compte plus d'un million de fonctionnaires dans la métropole. Il y a donc actuellement en France un fonctionnaire au moins sur quarante habitants. Aux colonies, un fonctionnaire blanc suffit pour trois cents personnes.

Ces chiffres sont éloquentes par eux-mêmes. Ils démontrent à première vue que les questions coloniales ne sont

pas à envisager sous le même angle que les questions métropolitaines. Cette affirmation paraît être un truisme.

Comme un des défauts de notre administration coloniale est cependant de copier celle de la métropole, sans doute parce que cela réduit d'autant l'effort d'invention, le principe ayant présidé à l'organisation des personnels a été celui du morcellement des cadres correspondant, en théorie, aux nombreux corps de métier et aux multiples besoins de la civilisation du ^{xx}^e siècle. Les soixante mille fonctionnaires blancs, jaunes et noirs de nos colonies sont ainsi répartis en cinq cents cadres ayant chacun leurs statuts et leurs hiérarchies.

Les cadres généraux sont organisés par décret et communs pour la plupart à toutes les colonies, les cadres locaux sont créés par des arrêtés des gouverneurs généraux ou des gouverneurs et particuliers à chaque colonie. Parmi les premiers on peut citer les Administrateurs des colonies, les Magistrats coloniaux, les Personnels des bureaux des secrétariats généraux des colonies, des Travaux publics et des Mines, des Eaux et forêts, des Ports et rades, des Trésoreries, les Vétérinaires, les Météorologistes coloniaux etc...

De ces cadres généraux au nombre de dix-sept un des plus intéressants et des plus anciens est celui des administrateurs des colonies. Il est un des plus intéressants car il n'a pas son sosie dans la métropole comme ceux des magistrats, des eaux et forêts, ou des vétérinaires. Ayant un effectif de mille unités il est le plus nombreux des

corps coloniaux. Il est peut-être le seul qu'il était indispensable de créer dans nos possessions.

L'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920 qui a réorganisé en dernier lieu le personnel des administrateurs des colonies définit ainsi leur rôle : assurer le fonctionnement des services généraux et concourir au service des bureaux des gouvernements généraux et des gouvernements dans les colonies autres que l'Indochine¹.

Une étude complète du statut de ces fonctionnaires devrait comprendre en premier lieu un aperçu historique de la formation du cadre en 1887, 1888 et de ses nombreuses modifications jusqu'en 1920, en second lieu un exposé de son organisation actuelle plus spécialement au point de vue du recrutement des administrateurs des colonies, de leur hiérarchie, de leurs attributions outre-mer, de leur avancement, de leur détachement dans d'autres administrations, des mesures disciplinaires prévues à leur égard, de leurs congés, de leurs déplacements et passages, de leurs traitements et indemnités, du régime de leurs pensions. Dans un ordre d'idées voisin il conviendrait d'indiquer les projets de réforme du cadre élaborés tant par les pouvoirs publics que par l'Association professionnelle des administrateurs des colonies, organisme actif et écouté par les bureaux du ministère. Enfin, il y aurait lieu de comparer les statuts de nos administrateurs avec

1. Dans nos possessions de l'Extrême-Orient, les mêmes fonctions sont remplies par les administrateurs des services civils de l'Indochine, corps complètement distinct de celui des administrateurs coloniaux.

ceux des fonctionnaires servant dans les possessions de l'Angleterre, de la Hollande, de la Belgique et des autres pays colonisateurs.

Un travail de cette espèce tant soit peu développé comprendrait la matière d'un livre de cinq cents pages au moins. L'étude qui va suivre n'est pas ce livre. Son auteur a simplement cherché à montrer dans une courte synthèse l'état actuel du cadre le plus important de nos fonctionnaires d'outre-mer, en suivant le plan général qui précède. Le candidat se permettra de sortir parfois du domaine juridique imposé à une thèse de doctorat en droit pour rappeler certains souvenirs historiques ou filer quelque anecdote ; mais surtout, pour faire ressortir quand l'occasion s'en présentera le rôle moral de l'administrateur des colonies. En dépit des progrès de la civilisation qui ont eu pour résultat de réduire l'aventure aux pays lointains à des proportions très modestes — elle n'est plus aujourd'hui que le privilège d'un petit nombre — le métier de fonctionnaire colonial réclame « une âme noble et bien trempée, quelque don d'apostolat, du sang-froid, de l'équilibre, du bon sens, un esprit ouvert et prompt, nourri d'une forte culture générale »¹ et pour tout dire une vocation.

La description des devoirs, des responsabilités, de la tâche de chef encore magnifique de l'administrateur des colonies, dans ses fonctions normales de commandant de

1. Georges Hardy, *Nos grands problèmes coloniaux*, 1929.

cercle, malgré les nombreuses heures consacrées à des besoins purement bureaucratiques, présenterait d'ailleurs autrement d'intérêt que l'examen juridique de ses statuts. Mais cette étude a déjà été faite par plusieurs auteurs dont certains ont laissé des noms illustres, tel le Gouverneur Delafosse dans ses *Etats d'âme d'un colonial*.

* * *

Le statut des administrateurs des colonies — pour revenir à lui — repose sur une série de décrets. Les connaître et les avoir assimilés était dès l'abord indispensable, sous peine de bâtir sans fondation. Il convient d'indiquer dans un premier chapitre comment ces matériaux se présentent, se classent et s'élaborent.

L'analyse des textes est aride et fréquemment décevante. Il faut savoir tirer le miel de ces papiers imprimés, en faire la synthèse. Le second chapitre sera donc consacré à une description générale des fonctions et des statuts de nos fonctionnaires d'outre-mer.

Dans un troisième et dernier chapitre, le corps des administrateurs des colonies sera comparé avec ceux des fonctionnaires d'autorité servant dans les possessions de la Grande-Bretagne et d'autres pays.

CHAPITRE PREMIER

COMMENT SE PRÉSENTENT, SE CLASSENT ET S'ÉLABORENT LES DÉCRETS FIXANT LE STATUT DES ADMINISTRATEURS DES COLONIES

Soixante-cinq décrets sont intervenus depuis quarante ans pour organiser et réorganiser le cadre des administrateurs des colonies. Le premier de ces textes est le décret du 2 septembre 1887 et le décret organique le plus récent du 10 juillet 1920 était déjà le quarante-neuvième. Depuis cette date on en compte un peu plus d'un chaque année : en effet, au 1^{er} juin 1931 on en était au soixante-cinquième et cela continue.

Au lycée dans les basses classes les enfants studieux quittant la salle où ils ont composé pendant une heure en histoire, en géographie ou en sciences naturelles, les joues et les oreilles encore roses du feu d'une rédaction échevelée, s'interpelleront volontiers : « Question de cours, J'en ai mis dix pages serrées. —Et moi, douze... » Comme il ne peut demander à ces jeunes cerveaux des

efforts de composition ni de synthèse le professeur classera premier l'élève possédant la meilleure mémoire et l'écriture la plus rapide.

Quand un visiteur pénètre dans la bibliothèque du Ministère des Colonies, avant 1905 maison mère des Frères des Ecoles chrétiennes, dont les fenêtres donnent sur les pelouses de l'ancien hôtel du comte de Montmorin Saint-Hérem, dernier ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, son regard est attiré presque aussitôt par l'impressionnante collection des volumes du *B.O.C.*, (*Bulletin officiel de l'Administration des colonies*) dont la masse s'étale sur deux rayons. Il commence précisément à l'année 1887 et fut une innovation heureuse de M. de la Porte, sous-secrétaire d'Etat aux Colonies dépendant alors du Ministère de la Marine. Si ce visiteur est un fonctionnaire colonial trop sensible peut-être aux formes extérieures, il remarquera bientôt que l'épaisseur de ces volumes in-8°, reliés en cartonnage marbré d'un classique vert administratif, avec dos de basane très ordinaire, croît d'une manière régulière d'année en année : 1887 a 998 pages, 1897 : 1290, 1905 : 1473, 1927 : 2166 et 1932 : 2514 pages. Quelques années ont deux tomes.

Pendant les heures passées à compulser ce merveilleux instrument de travail, matrice de tant de textes s'engendrant les uns les autres, pour y recueillir les éléments d'une thèse de doctorat en droit, des rêveries distrairont parfois cet administrateur des colonies dont « les prunelles

élargies par le mirage des horizons lointains »¹ doivent s'accommoder aux profondeurs de cet océan d'actes réglementaires. A une certaine distance toutefois les visas d'un décret prennent une allure de vers classiques. Si cette faculté imaginative tourne sous quelque influence inconnue à la psychose, il est possible que notre homme voit soudain s'avancer dans les allées désertes du jardin quelques ombres de frères à quatre bras coiffés de leurs tricornes énormes.

Pourquoi ne verrait-il pas ensuite plusieurs anciens ministres des colonies ou sous-secrétaires d'Etat — ils sont soixante-dix depuis 1882, dont un certain nombre est décédé — se rencontrant dans ce séjour élyséen ? Ils l'aperçurent des fenêtres de leur cabinet ministériel, ancienne salle à manger du comte de Saint-Hérem, mais n'eurent pas beaucoup le temps d'y descendre, car les fonctions de ministre des Colonies, sous la Troisième République, laissent peu de loisirs. Pour se distraire, tels des enfants au lycée dans les basses classes, ils se lanceraient des phrases comme celles-ci : « Pendant mes quatre mois de ministère j'ai signé deux cents décrets. — Et moi, trente en quinze jours ».

* * *

Sans doute quelques textes sont nécessaires mais il en faudrait le moins possible. La civilisation mal assimilée qui croit pouvoir se passer de moralité et la démocra-

1. Charles Régismanset, *Questions coloniales*, 1900-1912.

tie mal comprise qui tue l'autorité ont développé depuis un siècle et demi en France « la croyance absurde à la toute puissance du législateur, le non-sens de la loi créatrice, alors que, au contraire, et comme l'a bien compris Savigny, les mœurs font les lois »¹.

Dans le domaine très restreint qui nous occupe, répétons que le statut des administrateurs coloniaux a été organisé et réorganisé par soixante-cinq décrets de 1887 à 1931 et que ce prurit de réglementation se poursuit à une cadence rapide.

Quelque fastidieuse qu'elle soit, la liste complète de ces textes mérite d'être connue et figure en annexe à la fin de la thèse, après la bibliographie.

On peut distinguer dans cette masse réglementaire trois catégories : d'abord les décrets organiques s'annulant ou plutôt s'engendrant les uns les autres, en second lieu, les décrets modificatifs de plus ou moins grande importance, enfin les décrets accessoires portant sur des matières variées, touchant d'assez loin parfois au statut proprement dit des administrateurs coloniaux.

Dans la première catégorie se classent les décrets des 2 septembre 1887, 16 décembre 1892, 4 juillet 1896, 6 avril 1900, 15 novembre 1912 et 10 juillet 1920.

Chacun de ces six décrets ayant marqué une réorganisation (le mot refonte serait plus exact, quoique moins dans le style neutre et incolore dit style administratif)

1. Charles Régismanset, *Questions coloniales*, 1900-1912, p. 129, chez Larose, Paris.

parfois très profonde du cadre des administrateurs, il est permis de se demander si le développement de nos colonies et les changements de leurs conditions d'existence imposaient à peu près tous les six ou sept ans — sauf de 1900 à 1912 — ce kaléidoscope des statuts de nos fonctionnaires d'outre-mer. Un exemple entre plusieurs illustrera ces remarques : depuis 1887 la hiérarchie des administrateurs coloniaux a été modifiée cinq fois. En 1925 notamment tous les administrateurs de troisième classe sont devenus d'un seul coup administrateurs de deuxième classe. A-t-on jamais vu dans l'armée française tous les capitaines devenir commandant du jour au lendemain ? Des promotions de cette espèce ont eu lieu dans certaines armées mexicaines, après une révolution ¹.

Dans la seconde catégorie, rentrent tous les décrets — ils sont quarante-quatre depuis 1887 — qui ont modifié les textes organiques. Ils ne comportent fréquemment qu'un ou deux articles de quelques lignes et passent inaperçus dans les colonnes serrées de cet immense monument quotidien de papier imprimé où pas un centimètre carré n'est perdu : le *Journal officiel de la République Française*. Or ces lignes peuvent être d'importance, comme celles du décret déjà cité du 10 avril 1925

1. L'assimilation entre les administrateurs des colonies et les officiers des armées de terre et de mer a toujours été reconnue, notamment au point de vue des passages (Décret du 3 juillet 1897), des retraites (Décret du 4 juillet 1896), des honneurs et préséances (Décrets des 18 février 1928 et 21 mars 1935), etc...

qui a supprimé sans raisons apparentes d'intérêt général les troisième classes d'administrateurs-adjoints et d'administrateurs des colonies dans la hiérarchie du cadre. Elles ont d'ailleurs été rétablies par le décret du 27 décembre 1930, à la demande même de l'Association professionnelle des administrateurs ¹.

Si les raisons d'intérêt général n'apparaissent point clairement dans le rapport au Président de la République du décret du 10 avril 1925 en ce qui concerne la modification de la hiérarchie du cadre, et encore moins dans l'arrêté ministériel du 11 mai 1925, caché comme une violette pour ainsi dire à la page 4468 du *Journal officiel* du 12 et non annoncé dans le sommaire, les motifs d'intérêt particulier étaient visibles : celui du Ministre d'abord car une mesure aussi démagogique devait en faire à ses yeux vis-à-vis du *vulgum pecus* des administrateurs, traités comme de la masse électorale, un grand ministre des colonies ; ensuite celui des fonctionnaires de son entourage immédiat dont plusieurs tirèrent largement bénéfice du nouveau décret, par le jeu impossible auparavant de deux avancements rapprochés. Il serait facile de vérifier ces affirmations par un examen de l'*Annuaire du Ministère des Colonies* indiquant la composition du cabinet du ministre de l'époque et des journaux officiels contenant les promotions de l'année 1925 dans le cadre des administrateurs.

1. Assemblée générale du 20 janvier 1930. *Bulletin* N° 71 du 31 janvier, p. 21 et suiv.

Dans la troisième catégorie, figurent enfin les décrets accessoires qui sont au nombre d'une douzaine depuis quarante-cinq ans ce qui n'est pas exagéré. Ils ont trait à certaines indemnités de représentation, aux programmes des concours, aux uniformes, etc... La tenue des administrateurs coloniaux a été modifiée notamment quatre fois depuis la formation du corps, successivement par le décret du 25 septembre 1896, suivi de la circulaire ministérielle du 1^{er} septembre 1899, et par les décrets des 30 décembre 1922 et 25 avril 1933.

*
* * *

Il est intéressant d'indiquer comment s'élaborent tous ces décrets.

Depuis le décret-loi du 30 octobre 1935 remplaçant l'article 95 de la loi de finances du 31 juillet 1920, qui a été soumis à la ratification des Chambres, l'Administration Centrale du Ministère des Colonies comprend : le cabinet du Ministre, une direction des Affaires politiques, une direction des Affaires économiques, une direction des Services militaires, une direction du Contrôle, une direction du Personnel et de la Comptabilité, une Inspection générale des travaux publics, une Inspection générale du Service de santé et un Service administratif colonial.

A la direction du Personnel et de la Comptabilité ressortit normalement la préparation technique des textes concernant le corps des administrateurs des colonies.

L'initiative première de ceux-ci ne vient pas des fonctionnaires de l'administration centrale du Ministère ; ils ne sont que les metteurs au point des projets formés par un ministre (ou son entourage), par les gouverneurs ou par l'Association professionnelle des administrateurs. Le processus est habituellement le suivant : tel comité de cette association, pour laisser trace de son passage, a inscrit à son programme une grande réforme, l'adaptation à la mode actuelle de l'uniforme des administrateurs coloniaux, par exemple. Ce comité, par l'entremise de son président, s'efforcera d'« actionner » l'entourage du ministre, il fera également auprès de la direction du personnel une série de démarches, appuyées par des lettres confirmant lesdites démarches et contenant des diagrammes et des tableaux. Un jour, le directeur du cabinet du ministre, excédé de tant de sollicitations, estimant que le fait pour les administrateurs coloniaux de porter dorénavant des vareuses à col ouvert et des parements moins larges de quatre centimètres, a peu de chances de provoquer une interpellation qui mettrait le ministre en mauvaise posture devant les Chambres, donne l'ordre à la direction du personnel de préparer un projet de texte. Celle-ci établit consciencieusement, dans le délai d'un mois, une première rédaction de trois pages qui reproduit sans grande variante le projet de l'Association ; mais, ne manque pas de lui être soumise par lettre officielle d'envoi de deux pages suffisamment étoffées. Le bureau du secrétariat de l'Association pro-

fessionnelle des administrateurs des colonies est situé au second étage du Ministère. La direction du personnel occupe le premier. Après un échange de quelques lettres s'échelonnant sur un délai convenable de plusieurs mois pour permettre au projet de mûrir, une commission est nommée. Remanié dix fois, soumis aux avis de plusieurs organismes, dont la direction du contrôle, le projet deviendra peut-être un décret un an après ou demeurera dans les cartons.

Custos, quid de nocte ?

Depuis que l'ordre a été donné de le préparer il y a eu déjà cinq ou six nouveaux ministres des Colonies, par conséquent cinq ou six nouveaux directeurs du cabinet, qui se sont ou ne se sont pas sentis du goût pour être l'auteur de la grande réforme de l'uniforme des administrateurs coloniaux.

Les réformes véritables passent par contre comme des météores : quatre coups de téléphone, une minute de quelques lignes rédigées hâtivement de la main même d'un attaché de cabinet, qui irresponsable en droit le sera en fait. En deux jours parfois tout est fini : le texte a paru au *Journal officiel*. C'est-à-dire que tout commence.

Quant aux décrets organiques qui réclament la procédure devant le Conseil d'Etat, ils prennent une certaine solennité. Pendant deux ans au moins, ils traînent leur conception dans les cartons, mais s'y engraisserent. Ils voyagent de direction en direction et de service en service et à chaque retour à leur bureau d'origine se sont

enrichis tantôt d'historiques, tantôt de notes, de résumés, d'avis compétents ou d'analyses. Souvent manuscrits et signés, précieux au plus haut point pour le graphologue, ces documents qui doivent naturellement être accompagnés de plusieurs copies conformes (quatre paraît un minimum) sont fort intéressants. Ils sont généralement abondants, écrits dans ce style généreux en adverbess et en clichés prudents qui se prénomme administratif, ils se répètent tous plus ou moins, mais ils seraient là pour prouver à qui oserait soutenir le contraire — mais personne n'y songe — les qualités d'ordre, de méthode, de conscience et de savoir du fonctionnaire moyen de notre France. Ils apparaissent enfin sous la forme de dossiers épais et abstrus. Pour pénétrer dans leurs arcanes le non initié doit se soumettre à un labeur très pénible de défrichement. Ces imposants monuments ne sont ordinairement que des décrets de refonte entérinant les réformes partielles survenues dans l'intervalle de leurs apparitions qui, telles les comètes, reviennent on le sait tous les six ou sept ans.

L'humour est facile, il ne faut pas en abuser.

Claudite jam rivos, pueri; sat prata biberunt...

Rursus in obliquum verso perrumpit aratro.

a dit plus loin le poète. Il est temps, en effet, de diriger la charrue vers la synthèse annoncée : la description générale du cadre des administrateurs coloniaux.

CHAPITRE II

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES FONCTIONS ET DES STATUTS DES ADMINISTRATEURS DES COLONIES

Et d'abord quelles sont leurs fonctions, quel est leur rôle outre-mer ?

Lorsque les phases de découverte, d'exploration, de conquête et de pacification sont achevées dans une colonie, ce qui est aujourd'hui le cas de la plus grande partie des possessions françaises, il faut administrer, c'est-à-dire pourvoir aux différents services publics. Ils varient suivant le degré de développement du pays. D'après une distinction devenue classique on catégorise, d'une part, les colonies de peuplement et, d'autre part, les colonies d'exploitation. Une colonie de peuplement, telle l'Algérie, réclamera des services administratifs aussi nombreux et perfectionnés que ceux de la métropole, quoique s'en écartant sur de nombreux points pour s'adapter aux institutions politiques et sociales et aux faits économiques propres au sol algérien¹.

1. Personne n'ignore notamment l'existence des bureaux arabes qui ont rendu des services considérables en Algérie depuis un siècle. Cette

Les grandes colonies tropicales d'Afrique ou d'Asie et plusieurs petites colonies comme la Nouvelle-Calédonie, l'Océanie et la Côte française des Somalis ne seront pas dotées des mêmes services publics. En bref, l'organisation des services généraux, départementaux et communaux de la France métropolitaine se retrouvera presque intégralement en Algérie et dans les très anciennes colonies de Saint-Pierre et Miquelon, des Antilles et de la Réunion, mais n'aura que quelques traits communs avec la structure administrative des vastes territoires de l'Afrique occidentale, équatoriale et orientale comprenant une fédération coloniale l'A.O.F. et quatre colonies unitaires d'inégale importance : l'A.E.F., Madagascar et nos établissements de Djibouti.

L'A.O.F., placée sous la haute autorité d'un gouverneur général assisté de conseils délibérants et consultatifs, se compose de sept colonies administrées par des lieutenants-gouverneurs, dotées d'organes exécutif et délibérant et d'un budget autonome. Pratiquement, le gouvernement général a tendance à être seul doué d'une véritable personnalité morale et les pouvoirs gubernatoriaux subordonnés à devenir semblables à ceux des agents d'exécution, en fait les administrateurs des colo-

grande conception de Bugeaud était un instrument parfaitement approprié au but poursuivi. L'institution des bureaux arabes, trait d'union entre les européens et les indigènes, n'avait pas d'équivalent ailleurs qu'en Algérie. Réorganisée par l'article 31 de la loi du 13 mars 1875 sur les cadres et effectifs de l'armée, elle continue à remplir son rôle dans l'administration des Affaires indigènes des territoires militaires du Sud.

nies, placés à la tête des unités administratives analogues à des départements de France.

Ces mêmes divisions administratives se retrouvent dans les gouvernements généraux de Madagascar et de l'Afrique équatoriale française devenue colonie unitaire depuis le décret du 30 juin 1934. Elles portent suivant les possessions les noms de cercles, circonscriptions, régions ou même départements comme dans la métropole. C'est le cas de l'A.E.F. depuis sa réorganisation administrative de 1934. Elles présentent toutes le caractère de former une collectivité « suffisamment homogène pour qu'il y ait intérêt à la grouper sous une autorité unique ».

Omnis definitio periculosa.

« J'entends bien que cette définition manque de précision, mais le cercle est lui-même imprécis. C'est une cellule sociale ! »¹ qui évolue. Dans l'hypothèse-type rarement réalisée dans la pratique : « Un[peuple, une tribu ou une fraction de tribu vivent avec des mœurs et des institutions particulières sur une terre déterminée. Cette collectivité, qui a des besoins et une âme communs, constitue une unité à laquelle il faut faire reconnaître notre souveraineté et qu'il faut préparer au progrès. Il est donc naturel que cette collectivité soit placée sous l'autorité d'un seul fonctionnaire.

« Le commandant de cercle, poursuivait le Gouverneur

1. Circulaire du 1^{er} novembre 1917 du Gouverneur général Joost Van Vollenhoven au sujet de l'administration des cercles de l'Afrique Occidentale française.

général Van Vollenhoven s'adressant à ses lieutenants-gouverneurs, est l'âme de son cercle ; le cercle vaut ce que vaut son chef. Il n'est pas besoin que je démontre cette vérité unanimement reconnue. J'ai dit bien souvent déjà qu'aux colonies les règlements ne sont rien et que les hommes sont tout. C'est dans l'administration des cercles que cette vérité est surtout évidente. Un commandant de cercle compétent, énergique, entraîneur d'hommes fera des miracles avec des moyens limités... Considérez que votre prérogative la plus précieuse, celle que vous devrez exercer avec le soin le plus grand, avec l'impartialité la plus absolue, avec l'unique et constant souci de l'intérêt général, est le choix de vos commandants de cercle.

Vous ne signerez jamais de décision plus importante que celle par laquelle vous confierez à un seul homme le sort de plusieurs centaines de mille de ses semblables...

« Sauf de très rares exceptions, le personnel est à l'entière disposition du chef qui l'emploie et vous pouvez, par conséquent, prendre le mérite là où il se trouve... Je ne prétends pas que le corps des administrateurs coloniaux ne se compose que d'hommes supérieurs, mais je peux affirmer, parce que je connais bien ce personnel, que l'immense majorité sont de braves gens, dévoués à leur métier et à leur pays. A ce cadre qui ne demande qu'à se dépenser, il faut demander tout ce qu'il peut donner ; il peut donner beaucoup ! .

* * *

Les conditions de vie matérielle et morale dans lesquelles vivent ces braves gens doivent être évoquées après celles de leurs attributions administratives, si magistralement condensées par celui qui, après avoir été, avant quarante ans, Gouverneur général de l'Indochine et de l'Afrique occidentale, mourut le 19 juillet 1918, à la tête d'un bataillon du régiment d'infanterie coloniale du Maroc, en « officier d'une valeur et d'une vertu antiques, incarnant les plus belles et les plus solides qualités militaires... »¹.

En 1907, M. le Gouverneur général G. Binger s'adressant aux administrateurs coloniaux leur disait² : « Il m'est presque pénible de mettre en parallèle les difficultés de votre vie et le peu de satisfaction qui vous est actuellement réservé. Nul métier n'est plus dur que le vôtre et l'opinion publique, qui se représente trop facilement le fonctionnaire comme un être dormant béatement sur sa table de travail, ne peut imaginer votre existence toute d'activité, vos responsabilités, les périls que vous courez, les maladies qui vous guettent, la solitude lointaine qui angoisse, aux jours de fièvre, les caractères les mieux trempés.

« Si votre existence laborieuse était mieux connue, si

1. Quatrième citation posthume du Capitaine Van Vollenhoven à l'ordre de la X^e Armée, 28 juillet 1918.

2. Préface du *Bulletin de l'Association professionnelle des administrateurs des colonies*, N^o 1, 31 mars 1907.

les responsabilités encourues étaient davantage mises en lumière, votre admirable corps serait mieux estimé, plus apprécié : vous êtes au premier chef de ceux qui servent modestement, mais brillamment, la patrie, en sacrifiant souvent vos intérêts les plus chers ».

Sans doute, depuis 1907, la colonisation est entrée dans un nouveau stade ; « Partonneau, le joyeux Partonneau de M. Pierre Mille, reçoit plus de plis officiels qu'au temps de sa désinvolte jeunesse. Le broussard cent pour cent ne sera plus bientôt qu'un souvenir pittoresque que les futures expositions coloniales classeront dans leur section de rétrospective à côté du trappeur canadien et du boucanier des îles...

« Des centaines de camions automobiles sillonnent aujourd'hui des pays où hier encore l'administrateur et le colon cheminaient péniblement toute une longue journée pour parcourir quelque trente kilomètres. D'immenses régions viennent de naître à la vie économique et de vastes groupements indigènes à peine apprivoisés subissent déjà l'irrésistible influence d'une civilisation qui brusquement les enveloppe... »¹.

Si les progrès de nos colonies ont été grands depuis quelques années, le rôle moral du « Commandant »,

1. Extrait d'un discours prononcé par M. Parisot, administrateur en chef des colonies, président de l'Association professionnelle des administrateurs des colonies, à la Journée de l'Ecole coloniale, le 27 mai 1931, à l'Exposition coloniale internationale. M. Parisot est actuellement gouverneur des colonies et secrétaire général du gouvernement général de l'Afrique équatoriale.

en 1935, évoqué par M. R. Delavignette, ancien administrateur lui-même, aujourd'hui directeur de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, dans son dernier ouvrage *Soudan-Paris-Bourgogne*, n'a pas varié notablement :

« C'est devenu un métier que d'être indigène dans le Soudan moderne et même un sacré métier : répondre aux convocations du commandant, retaper la route pour les camions ; donner des jeunes gens à l'armée et aux chantiers, du coton, du kapok, des arachides, du karité au « centre urbain » et au « commerce européen », en un mot, porter la colonie.

« Et la porter sans succomber. C'est l'honneur des commandants, mes camarades, d'exiger de vous l'impôt et les corvées en même temps que de vous en défendre. Il s'agit pour ces administrateurs de dominer autant l'administration que les administrés. Jeu difficile, mais le seul qui en vaille la chandelle — et d'y brûler une vie de blanc — Quand il est bien joué, alors la colonie est portée dans les règles de l'art sinon dans les règlements. Elle n'est pas en porte à faux sur le village, l'ingénieur peut y jouer au chemin de fer, le commerçant à la bascule et le militaire aux soldats ; elle est d'aplomb et il n'y manque plus qu'un visiteur imbécile pour écrire dans un journal sérieux qu'elle ne rapporte rien ».

* * *

La fonction normale de la plupart des administrateurs des colonies, celle de chef d'unité administrative, n'est pas cependant la seule qu'ils soient appelés à exercer. Il a été dit déjà dans l'introduction que l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920 ayant réorganisé en dernier lieu le personnel des administrateurs des colonies définit ainsi leur rôle : assurer le fonctionnement des services généraux et concourir au service des bureaux des gouvernements généraux et des gouvernements dans les colonies autres que l'Indochine.

Sur cette seconde fonction il y a moins de belles citations à recueillir que sur la première. Il semble que les grands noms de l'administration et de la littérature coloniales n'aient jamais eu l'occasion ou le goût de dépeindre ni d'exalter la tâche du fonctionnaire en service dans un bureau de chef-lieu de colonie¹.

Le candidat ayant exercé, contre son gré, pendant trop longtemps, à plusieurs reprises, des fonctions de ce genre quand il aurait préféré reprendre celles de commandant d'une unité ou d'une subdivision administrative, est à même de les décrire.

L'administration générale d'une fédération coloniale ou d'une possession autonome comporte donc un certain nombre d'organismes ou de bureaux, situés au chef-lieu

1. Sauf M. Robert Randau, pseudonyme de M. Robert Arnaud, administrateur en chef des colonies, dans son livre satirique bien connu, *Le chef des porte-plume* (1922).

de la colonie, directement placés sous l'autorité de son chef¹ et chargés de la centralisation des affaires provenant des unités administratives qui en dépendent.

Les noms de ces organismes indiquant par eux-mêmes leurs attributions varient peu suivant les régions : direction générale, direction ou plus prosaïquement bureau des Finances, du Matériel, du Personnel, des Affaires politiques ou civiles, des Affaires économiques.

A ces bureaux dits « d'administration générale » s'adjoignent des organismes techniques qui peuvent être fort nombreux mais ne seront pas examinés ici, les administrateurs des colonies n'étant pas appelés à y servir ; ce seront : l'inspection générale, l'inspection ou plus prosaïquement le bureau des Douanes, des P.T.T., des Eaux et forêts, de l'Enregistrement, etc.....

Les attributions détaillées des bureaux d'administration générale des chefs-lieux de colonie font l'objet d'arrêtés locaux. On note peu de différences dans la nomenclature de ces attributions entre les différentes colonies. En A.E.F. par exemple, jusqu'en mai 1935, un arrêté du chef de la colonie du 30 avril 1925 prévoyait que les services du gouvernement général étaient constitués en huit directions, dont trois d'administration générale : Affaires politiques et administratives, Affaires économiques, Direction des Finances et du Contrôle. La direction des Affaires politiques et administratives

1. Le chef d'une colonie est d'autre part secondé par son secrétaire général et son directeur du cabinet qui s'entourent eux-mêmes de bureaux.

était elle-même subdivisée en quatre sections : Affaires politiques et indigènes, Législation et affaires administratives, Affaires judiciaires, Enseignement, à la tête desquelles étaient placés des fonctionnaires chefs de bureau. Les autres directions étaient également divisées en sections. L'énumération des affaires ressortissant à chacune d'elles serait fastidieuse.

Dans ces bureaux la tâche des administrateurs secondés souvent par des fonctionnaires appartenant au cadre des « Secrétariats généraux » et à ceux dits des « Services civils » ou des « Affaires indigènes », suivant les colonies, organisés par arrêtés locaux, est comparable à celle d'un chef de bureau ou d'un rédacteur dans un département ministériel.

Est-ce à dire que cette besogne ne réclame pas plus de vocation que celle que possédaient, voici trente-cinq à quarante ans, MM. Nègre, de la Hourmerie, Chavarax, Soupe et Lahrier, fonctionnaires célèbres de la direction des Dons et Legs ?

Un observateur malveillant pourrait parfois se le demander. Certains bureaux des grandes administrations coloniales, comme d'autres dans les grandes administrations métropolitaines, sont des lieux de réunion, de lecture, de travaux personnels (la rédaction d'une thèse de doctorat n'étant qu'un péché mignon). On y dort, on y mange, on y boit, on y fume, et on y discute à toutes heures, sous les portraits débonnaires des Présidents de la République, de questions qui n'ont pas toujours des

rapports immédiats avec l'affectation du lieu. *Nolite judicare...* Certes, le climat tropical excuse beaucoup de petites faiblesses et il est vrai, par ailleurs, que chaque fonctionnaire cloisonné dans son travail particulier, sans vue d'ensemble de la marche générale des affaires se sent trop fréquemment des affinités avec Fabrice del Dongo suivant, effaré, et sans y rien comprendre, parmi les hussards de l'escorte du Maréchal Ney, les péripéties de la bataille de Watterloo.

Peak upon peak, and Alp on Alp arise. Il convient de redescendre en plaine.

Le candidat se souvient qu'un de ses chefs les plus aimés lui disait, quand il débutait dans la carrière — *Eheu ! fugaces labuntur anni* — qu'il fallait se garder de deux défauts dans l'expédition des affaires administratives : l'ironie et la littérature. Mais une thèse de doctorat en droit n'est pas une affaire administrative. C'est théoriquement un travail scolaire encore, une étude juridique qu'il est permis toutefois de rendre moins austère que les tomes du « *Das Kapital* ». Je demande au lecteur de me distinguer de Karl Marx car je ne dépasse pas le sens de la mesure.

Pour conserver précisément celui-ci il est nécessaire d'affirmer que si, dans quelques circonstances, par suite des interventions parlementaires, une des sept plaies de notre chère administration française, des longs intérim, des mutations de gouverneurs, des directives contradic-

toires du Ministère, les effluves qui se dégagent des bureaux d'un chef-lieu de colonie ressemblent un tantinet à ceux d'une bataille en perdition dont les chefs n'ont pas les idées nettes sur les ordres à donner aux exécutants, en l'espèce les administrateurs des colonies, chefs de service ; ceux-ci étant pour la plupart choisis en raison de leur compétence, de leurs qualités de travail et de dévouement sont le contre-poids rétablissant l'équilibre et constituent l'armature solide permettant du moins l'expédition à un rythme normal des affaires courantes de la colonie.

Ces fonctionnaires moyens qui ne sont après tout que des rouages plus ou moins importants de l'immense machine administrative, ont bien souvent pour rôle de faire mentir l'adage :

Quidquid delirant reges plectuntur Achivi !

Les directeurs des services d'un chef-lieu et leurs adjoints immédiats sont par conséquent, au même titre que les administrateurs chefs d'unités territoriales, les colonnes de notre administration outre-mer. Il n'est pas exagéré de dire qu'ils sont généralement l'élite, le corps d'état-major de l'administration coloniale. Les directeurs de service sont fréquemment des fonctionnaires expérimentés ayant exercé pendant plusieurs années des commandements en brousse, rompus à la pratique et à la doctrine des affaires de leur colonie. Leurs adjoints sont recrutés parmi les jeunes administrateurs possédant

une instruction générale étendue, des connaissances administratives et parfois du talent. Les uns et les autres travaillent et sont des types représentatifs du fonctionnaire français moyen, intègre, consciencieux, méthodique, dévoué à son labeur qu'il connaît parfaitement, préférant aux innovations les sentiers battus, volontiers retranché derrière les règlements non par défaut d'intelligence mais parce qu'il n'est pas combatif et redoute les responsabilités, par ailleurs cordial, bon enfant et se prétendant dans le train, accueillant en fait sans y apporter d'esprit critique les préjugés d'un régime glissant tous les quatre ans un peu plus sur sa gauche, facilement frondeur mais en même temps très respectueux à l'égard de ses chefs directs et des puissances en place, quelle que soit leur couleur politique, ce qui n'est pas contradictoire en France, grognant souvent après des indemnités de quatre sous et prêt à passer deux nuits sans indemnité si on sait le prendre, préoccupé saisonnièrement de son avancement assez enclin à prendre feu quand il se croit victime d'un passe-droit et prêt aussitôt à constituer pourvoi devant le Conseil d'Etat, s'inclinant toutefois devant la valeur et le mérite reconnus, possédant pour qualité dominante le bon sens ayant gardé enfin par atavisme, en dépit des promesses communistes et de l'insécurité des temps futurs, un goût vif pour l'épargne.

* * *

Après avoir indiqué quelles sont les fonctions des administrateurs des colonies et les conditions matérielles et morales dans lesquelles elles s'exercent, il convient de passer maintenant à l'étude juridique de leurs statuts.

Et nunc erudimini.....

Le statut des fonctionnaires de tout ordre et de tout cadre comprend quatre points essentiels : le recrutement et la nomination ; l'avancement ; le licenciement et la mise à la retraite ; la discipline.

Les conditions de recrutement et de nomination des administrateurs des colonies ont beaucoup varié depuis le décret du 2 septembre 1887 qui a été le premier acte officiel constitutif du corps. Un court historique de ses origines fera ressortir ce manque d'homogénéité. Il ne s'atténue que depuis quelques années seulement grâce au développement de l'Ecole Coloniale, qui vient de troquer son nom par un décret récent contre celui fort pompeux d'Ecole nationale de la France d'outre-mer.

En 1887, l'Ecole Coloniale n'existait que sous le vocable modeste de Mission cambodgienne. Et le but de celle-ci, dont le Conseil d'administration avait cependant déjà comme vice-président Paul Dislère, n'était pas encore, comme il le deviendra, après les décrets du 23 novembre 1889, « de former au plus tôt des hommes de

tête et d'action, capables de servir et surtout de bien servir la France au loin »¹.

En soumettant à la signature du Chef de l'Etat le décret du 2 septembre 1887, le ministre de la Marine et des Colonies entendait faire œuvre de bonne administration par la fusion dans un cadre unique, qui prenait la dénomination d' « administrateurs coloniaux », des fonctionnaires placés sous l'autorité des gouverneurs aux colonies et chargés en sous-ordre de l'administration de nos établissements d'outre-mer. Ces fonctionnaires étaient jusqu'à cette époque exclusivement recrutés parmi les officiers ou sous-officiers des différents corps de la Marine, sans qu'aucune règle précise présidât à leur désignation. Ils portaient, suivant les colonies où ils étaient appelés à servir, des dénominations qui disparurent à ce moment : à côté des chefs de service dans les établissements secondaires de l'Inde figuraient un commandant particulier à Porto-Novo, des résidents à Grand-Popo, dans l'Ogooué, au Loango, aux îles Loyalty et aux Gambier, un directeur des affaires politiques et des commandants de cercle au Sénégal, des commandants d'arrondissement à la Nouvelle-Calédonie. Ces fonctionnaires étaient, en outre, régis par des dispositions différentes qui furent rendues homogènes et appliquées à l'ensemble du nouveau personnel ainsi formé.

1. Programme d'études d'une section française à l'Ecole coloniale élaboré par J. Léveillé (cité dans *l'Ecole coloniale et ses élèves*, 1885-1905, brochure publiée par la Société des anciens élèves de l'Ecole coloniale).

Le 12 décembre 1888, premier décret de réorganisation. Aux fonctionnaires précédemment énumérés viennent s'amalgamer les résidents du Congo, l'administrateur de Nossi-Bé, les résidents des îles Wallis et des îles sous-le-Vent, des Touamotous et des Marquises et l'administrateur d'Assinie.

Six ans se passent : nouvelle réorganisation. Le décret du 16 décembre 1892 précise les règles de l'avancement et de la hiérarchie et distingue entre les emplois qui, par leur nature et leur importance, doivent relever de l'administration centrale et ceux qu'il convient de laisser à la nomination des gouverneurs. C'est un essai timide de décentralisation ou plutôt de déconcentration.

Un mois auparavant, le décret du 10 novembre avait fixé le nombre et la nature des emplois réservés aux élèves sortant brevetés de l'Ecole Coloniale, dont la première promotion, après trois années d'études, entrait dans les cadres administratifs.

Les décrets des 24 juillet 1894 et 4 juillet 1896 sanctionnèrent de nouvelles réorganisations. Aux termes de ce dernier décret, les fonctions attribuées aux secrétaires généraux des gouvernements de la Guinée française, de la Côte d'Ivoire et du Dahomey devaient être exercées par des administrateurs ayant au moins le grade d'administrateur-adjoint de première classe ou de deuxième classe. Au fur et à mesure des nécessités du service, des administrateurs coloniaux doivent être affectés aux diverses circonscriptions de Madagascar. Conformément

à cette dernière disposition, le décret du 13 septembre 1896 autorisa les résidents et les vice-résidents à Madagascar à prendre rang dans le personnel des administrateurs coloniaux. Le décret du 31 juillet 1897 admit ces résidents et vice-résidents, ainsi que les chanceliers de résidence, dans les cadres de ce personnel et détermina les correspondances de grade.

Après plusieurs remaniements nouveaux, par décrets des 17 août 1897, 6 avril 1900, 19 septembre 1903, 27 juin et 10 décembre 1905, 30 décembre 1908, portant tous sur des questions concernant principalement le recrutement hétérogène du corps, il fut réorganisé par décret du 15 novembre 1912, puis enfin par celui du 10 juillet 1920, encore en vigueur aujourd'hui dans ses dispositions principales. Aux termes de l'article 1^{er} de ce dernier décret qui reproduit d'ailleurs en substance celui du décret de 1912, on sait que le corps des administrateurs coloniaux n'est plus limité à quelques colonies comme il l'était auparavant.

Ce recrutement hétérogène mérite d'être souligné par quelques chiffres. Il était surtout remarquable avant-guerre quand les contingents d'élèves-brevetés de l'Ecole Coloniale y étaient encore en faible minorité. C'est ainsi que dans les cadres de 1907 figurent deux cents anciens fonctionnaires des Affaires indigènes de l'Afrique Occidentale, des possessions du Congo français, des services civils de Madagascar, des agents des postes et stations

du Congo, des commandants de cercles des établissements du Bénin, des Rivières du Sud, du Sénégal, du Soudan, des agents techniques et des Affaires indigènes d'Obock et de Djibouti, des inspecteurs et gardes principaux de l'Afrique occidentale, du Congo et de Madagascar, etc... Soixante-dix seulement sortent de l'Ecole coloniale ; une quarantaine environ proviennent des secrétariats généraux, des directions de l'intérieur, de l'administration pénitentiaire, des corps d'interprètes et d'autres services des colonies françaises. Cinquante ont été recrutés directement ou par permutations dans diverses administrations métropolitaines : administration centrale du Ministère des Colonies, départements de la Marine, des Finances, de la Guerre, de l'Intérieur, Préfecture de la Seine et des départements, Assistance publique, percepteurs. Vingt-sept sont d'anciens officiers des troupes coloniales ou de la Guerre. Sept étaient auparavant officiers de marine ; quatre étaient médecins ; deux avocats. « Plusieurs avaient été des hommes politiques influents ou des publicistes écoutés ».

« Les diplômes les plus variés se rencontrent, poursuivait l'auteur d'une note sur cette question ¹, « soixante dix brevets de l'Ecole coloniale ; trente-quatre brevets d'officiers ; quarante diplômes de licences en droit ; six de docteurs en droit ; quatre de docteurs en médecine ;

1. M. Pillias, récemment encore directeur du personnel et de la comptabilité au Ministère des Colonies. Cette note a paru dans le N° 2 du *Bulletin de l'Association professionnelle des administrateurs des colonies*, du 13 juillet 1907.

cinq des Hautes études commerciales ou des Ecoles supérieures de commerce ; trois de l'Ecole libre des Sciences politiques ; quatre de l'Ecole des Langues orientales ; plusieurs de l'Institut agronomique et de l'Ecole d'agriculture de Grignon ; trois licences-es lettres, deux licences es sciences, etc... etc... En tout près de deux cents diplômes d'études supérieures... Cette pluie de parchemins accuse une instruction et une culture générale certainement supérieures, pour l'ensemble du corps, à celles de bien des administrations de la métropole ».

Il n'en demeurerait pas moins qu'à l'époque, sur un effectif de 489 administrateurs des colonies au 31 décembre 1907, si deux cents possédaient des diplômes d'études supérieures et une centaine d'autres peut-être celui de bachelier, près des deux cents restants étaient d'anciens sous-officiers des troupes coloniales ou de la marine dont les qualités d'énergie, de résistance physique et l'expérience étaient certaines ; mais le bagage intellectuel souvent léger.

La composition du corps des administrateurs des colonies s'est considérablement améliorée depuis trente ans. Sur un effectif de 1.011 fonctionnaires au 1^{er} juillet 1935, on comptait plus de trois cents anciens élèves brevetés de l'Ecole Coloniale, pour la plupart au moins licenciés en droit, possesseurs par conséquent d'une instruction du degré de l'enseignement supérieur. En vingt-huit ans, la proportion des élèves brevetés de l'Ecole était passée de quinze à trente pour cent.

L'Ecole nationale de la France d'outre-mer, pour laquelle la tradition a déjà heureusement forgé le diminutif familier de « Colo » — le candidat serait reconnaissant aux lecteurs éventuels de ce travail de vouloir bien ne pas lui tenir rigueur si ce mot sort parfois naturellement de sa plume — tend donc à devenir la pépinière des administrateurs des colonies. A leur sortie de l'Ecole, les élèves qui y sont entrés par concours entre dix-huit et vingt-deux ans, ont accompli avec succès trois ans d'études et ont satisfait aux examens de sortie, sont dits brevetés et nommés, par arrêté ministériel, élèves administrateurs des colonies. L'article 5 du décret du 10 juillet 1920 prévoit qu'après une année de stage, les élèves administrateurs peuvent être proposés par le gouverneur général pour le grade d'administrateur-adjoint de troisième classe et nommés à ce grade après avis de la commission de classement, prévue à l'article 20, qui sera étudiée dans le paragraphe concernant l'avancement. Les élèves administrateurs qui ne sont pas nommés administrateurs-adjoints accomplissent une seconde année de stage, à l'expiration de laquelle ils sont, sur la proposition du gouverneur général, titularisés dans les formes qui viennent d'être indiquées ou licenciés par arrêté ministériel, après avis de la commission de classement.

En dehors des élèves brevetés de l'Ecole Coloniale, les autres sources de recrutement du cadre des administrateurs des colonies sont celles prévues par les articles 6 à 19 du décret du 10 juillet 1920.

La plus importante formant aujourd'hui soixante-cinq pour cent du corps est celle des adjoints principaux et des adjoints des services civils des colonies.

Il a été signalé déjà que dans certaines de nos possessions énumérées dans l'article 1^{er} du décret de 1920 : Afrique occidentale française, Afrique équatoriale, Madagascar, Côte française des Somalis, Etablissements français dans l'Inde, Etablissements français de l'Océanie, Territoires à mandat du Cameroun et du Togo, les administrateurs coloniaux peuvent être assistés par des agents spéciaux qui prennent le titre d'agents des services civils. Les cadres, les traitements, les conditions de recrutement, d'avancement et de discipline de ce personnel sont réglementés par arrêtés des chefs de ces colonies, approuvés par le ministre. La hiérarchie de ces cadres doit obligatoirement comprendre des adjoints principaux, des adjoints et des commis. Les agents des services civils, quelque soit leur grade, sont toujours subordonnés au personnel des administrateurs.

Pour pouvoir être nommés administrateurs-adjoints de troisième classe des colonies, les agents des services civils doivent avoir le grade d'adjoint principal ou d'adjoint, et dans ce dernier grade une ancienneté de trente mois au moins. Ils doivent, en outre, ne pas avoir dépassé l'âge de trente-cinq ans ¹, compter au moins deux années de services effectifs aux colonies dans leur corps

1. Cette disposition est récente : elle a été introduite par le décret du 20 février 1934. Auparavant, aucune limite d'âge n'était fixée.

et accomplir un stage à l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, de la durée normale d'une année scolaire (novembre à juin), après avoir subi avec succès les épreuves d'un concours d'admission dans lequel il est tenu compte des services rendus, dans la limite d'un maximum de 20 % des points, et dont les modalités d'exécution et le programme sont arrêtés par le ministre des Colonies¹.

Ils doivent, en dernier lieu, à l'expiration de leur

1. L'arrêté de M. François Piétri du 9 août 1930 relatif à ce concours prévoit qu'il aura lieu les deux premiers jours disponibles du mois d'avril de chaque année. Les épreuves auront lieu simultanément à Paris, au Ministère des Colonies, dans les ports où fonctionne un service administratif colonial, au chef-lieu de chacune de nos possessions outre-mer et de chacun des territoires sous mandat dépendant du Ministère des Colonies. Les demandes formulées dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle l'arrêté annonçant l'ouverture du concours a été publié au *Journal officiel de la République*, doivent être apostillées par les autorités desquelles relève le postulant. La liste des candidats admis à concourir est publiée au *Journal officiel de la République* dans le courant de février.

Les épreuves du concours se composent de deux compositions écrites se rapportant, pour la première, à un sujet d'ordre général, pour la seconde, à l'économie politique générale. Les candidats disposent de cinq heures pour traiter chacune des épreuves.

A Paris, la commission de surveillance des épreuves du concours est présidée par un chef de bureau de l'administration centrale assisté d'un sous-chef et d'un rédacteur. Dans les ports, le chef du service colonial préside la commission ; dans les colonies, c'est un fonctionnaire délégué dans les fonctions de secrétaire général, s'il en existe un, ou l'administrateur en service au chef-lieu le plus ancien dans le plus haut grade.

La commission de correction des épreuves est composée d'un sous-directeur de l'administration centrale et de trois membres (un inspecteur des colonies, un professeur à l'Ecole coloniale, un fonctionnaire du cadre des administrateurs). En séance, le président de la commission ouvre les enveloppes provenant de tous les centres contenant les calepins de notes et celles contenant les compositions ; les membres de la commission procèdent alors, isolément, à l'examen des compositions et apprécient la valeur de chacune d'elles. La moyenne des notes ainsi données constitue la valeur intrinsèque de chaque épreuve. Tout candidat ayant obtenu une note inférieure à 8 sur 20 est éliminé d'office. La commission examine ensuite en séance les calepins de notes. Ceux-ci sont contenus dans une enveloppe spéciale. Chaque candidat doit, en effet, inscrire en tête de ses compositions (dans le coin de gauche) une devise et un signe à son choix. Il les reproduit sur un bulletin qui porte son nom et sa signature. Des majorations supplémentaires sont prévues pour les candidats pouvant

séjour à « Colo » *salva reverentia*, subir avec succès les épreuves de sortie dont les conditions sont déterminées par arrêté du ministre des Colonies.

Les stagiaires qui n'ont pas satisfait aux examens de sortie, peuvent, sur la proposition du jury d'examen et sur avis conforme du conseil d'administration de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, être autorisés par le ministre à accomplir une seconde année d'études.

L'article 7 du décret du 10 juillet 1920 prévoit que les emplois d'administrateur-adjoint de troisième classe sont attribués pour trois septièmes aux élèves administrateurs et pour autant aux candidats provenant des cadres des services civils et des secrétariats généraux. Et, qu'à défaut d'élèves-administrateurs, les emplois d'administrateur-adjoint de troisième classe sont attribués aux candidats provenant des cadres précités.

La troisième source de recrutement du corps des administrateurs est, en effet, le cadre général et les cadres locaux des personnels des bureaux des secrétariats généraux des colonies. Aux termes de l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1912 qui a réorganisé ces personnels, ceux-ci concourent au service des bureaux des gouverneurs généraux et des gouverneurs, dans les colonies

justifier de certificats, diplômes ou titres universitaires de l'enseignement supérieur.

La liste par ordre de mérite établie par la commission de correction des épreuves est soumise à l'approbation du ministre qui l'arrête définitivement.

Elle est publiée au *Journal officiel de la République* et aux journaux officiels des colonies où a eu lieu le concours.

autres que l'Indochine, désignées par le ministre des Colonies. Ces personnels sont appelés, par conséquent, à remplir dans les bureaux les mêmes fonctions que les administrateurs des colonies et les agents des services civils telles qu'elles sont définies par l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920 ; mais, ils n'assurent pas le fonctionnement des services généraux, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent être désignés comme chefs d'une unité administrative.

En fait, les cadres du personnel des bureaux des secrétariats généraux sont une survivance de l'ancienne organisation administrative des colonies telle qu'elle avait été fixée par les ordonnances de 1825, de 1827 et de 1828 qui avaient conféré au gouverneur la plupart des attributions appartenant, sous l'Ancien Régime, à l'intendant tout en maintenant à côté de lui des chefs de service, placés sous son autorité, mais investis de pouvoirs très étendus restreignant dans une large mesure ceux que le chef de la colonie exerçait directement. Parmi ceux-ci, le directeur de l'intérieur, à côté du commandant militaire, de l'ordonnateur et du contrôleur colonial, était chargé d'un grand nombre de services, résumés sous la rubrique générale de l'administration intérieure de la colonie, de la police générale et de l'administration des contributions directes et indirectes. Il était d'autant plus nécessaire qu'il eût sous ses ordres un secrétaire général des directions de l'intérieur et tout un personnel des bureaux des directions de l'intérieur que ses fonctions

s'étaient accrues en 1882, par suite de la suppression de l'ordonnateur dont il prit à cette époque les attributions concernant l'administration et la comptabilité des dépenses des services civils, comprises dans le budget de l'Etat¹.

Quand les fonctions de directeur de l'intérieur furent supprimées par le décret du 21 mai 1898, les bureaux des directions de l'intérieur furent placés sous les ordres des secrétaires généraux qui le remplaçaient avec des pouvoirs diminués et furent réorganisés par un décret du 24 mai de la même année, sous le nom de bureaux des secrétariats généraux des colonies. Ces derniers ont survécu à la suppression des secrétaires généraux par le décret du 2 juillet 1913. On voit qu'il n'y a pas que la législation propre au corps des administrateurs des colonies qui soit compliquée. Le personnel des bureaux des secrétariats généraux comprend actuellement un cadre général, composé de chefs et de sous-chefs de bureau et des cadres locaux composés de commis principaux et de commis.

Les commis principaux des secrétariats généraux, ayant douze mois au moins d'ancienneté dans leur grade, peuvent être nommés administrateurs-adjoints de troisième classe dans les mêmes conditions que les adjoints

1. L'ordonnateur était chargé de l'administration de la marine, de la guerre et du trésor, de la direction générale des travaux de toute nature, à l'exception de ceux des communes et de la comptabilité générale de tous les services. En 1882, ses attributions militaires passèrent au chef du service administratif de la marine (aujourd'hui directeur de l'intendance) et ses attributions civiles au directeur de l'intérieur.

principaux et les adjoints des services civils, après un stage à « Colo » par conséquent et dans la proportion d'un septième des emplois.

Les chefs et les sous-chefs de bureau des secrétariats généraux qui eux sont déjà recrutés par concours et appartiennent à un cadre général, peuvent être admis directement dans le cadre des administrateurs des colonies : les sous-chefs de deuxième et de première classe respectivement en qualité d'administrateurs-adjoints de troisième et de deuxième classe, les chefs de bureau de troisième, de deuxième et de première classe comme administrateurs de troisième, de deuxième et de première classe. L'admission des fonctionnaires du cadre général des secrétariats généraux dans celui des administrateurs ne peut avoir lieu qu'après avis de la commission de classement.

La quatrième source de recrutement du corps des administrateurs des colonies est l'armée. Les officiers de terre et de mer peuvent être nommés dans le cadre sous réserve de remplir certaines conditions de grade, d'âge, d'ancienneté de service, de durée de services aux colonies ou dans l'Afrique du Nord. Les lieutenants ou assimilés peuvent ainsi être nommés administrateurs-adjoints de deuxième ou de troisième classe, s'ils ont moins de 32 ou 30 ans, six ou quatre ans de services comme officiers, dont trois ou deux aux colonies ou en Afrique du Nord, à la condition d'avoir appartenu pendant un an au moins,

au cadre des affaires indigènes ou au service des renseignements. Dans des conditions analogues, les capitaines ou assimilés peuvent être nommés administrateurs-adjoints de première classe ou administrateurs de deuxième ou de troisième classe, les officiers supérieurs administrateurs de première classe. Comme dans les cas précédents, l'admission des officiers dans le cadre des administrateurs des colonies est subordonné à l'avis de la commission de classement.

La cinquième source de recrutement du corps des administrateurs est le cadre des rédacteurs principaux et rédacteurs de l'administration centrale des colonies, recrutés eux-mêmes par concours. Les rédacteurs de troisième, de deuxième et de première classe, les rédacteurs principaux de troisième, de deuxième et de première classe peuvent être nommés respectivement administrateurs-adjoints de troisième, deuxième et première classe, administrateurs de troisième, deuxième et première classe, toujours après avis de la commission de classement.

La sixième source de recrutement du corps des administrateurs est la faculté de permutation des fonctionnaires des diverses administrations métropolitaines ou coloniales, sous réserve qu'ils n'aient pas dépassé la limite d'âge nécessaire pour prétendre à 55 ans à une pension pour ancienneté ; qu'ils soient reconnus physi-

quement aptes au service colonial actif ; qu'il n'existe pas un écart de plus de cinq ans entre les années de service des permutants ; que la différence entre les deux traitements de grade des intéressés ne soit pas supérieure à 5.000 francs. De plus, les demandes de permutation sont soumises à l'agrément du gouverneur général ou du gouverneur intéressé et à l'avis de la commission de classement.

La septième et dernière source de recrutement du corps des administrateurs était celle prévue par l'article 17 du décret du 10 juillet 1920 : deux emplois par an d'administrateurs et d'administrateurs-adjoints pouvaient, à titre exceptionnel, et sur rapport motivé du ministre des Colonies, être attribués à des citoyens français non compris dans les catégories précédentes ayant séjourné au moins trois ans dans les colonies françaises, les pays de protectorat et les zones d'influence française et ayant rendu à la colonisation des services signalés. La commission de classement devait naturellement intervenir avant la nomination. Cet article a été purement et simplement abrogé en 1936.

En résumé, des sept sources de recrutement qui viennent d'être indiquées, les deux plus importantes sont celles des élèves administrateurs (30 %) et des agents des services civils (65 %). Après viennent sensiblement dans la même proportion les officiers qui ont

pris le goût de l'administration, les rédacteurs de l'administration centrale qui ont subi l'attrait d'une vocation coloniale tardive, de la solde coloniale ou d'une carrière plus rapide que dans les bureaux du Ministère et les fonctionnaires des cadres des secrétariats généraux pour ces deux dernières raisons. Les permutants sont peu nombreux. Quant aux nominations au titre de l'article 17, qui font maintenant partie de l'histoire, elles avaient déjà pratiquement cessé depuis de nombreuses années, l'exploration et la conquête de nos colonies étant achevées. Cet article 17 n'a été appliqué que pour les pionniers de la colonisation.

A l'étude des conditions de recrutement et de nomination dans un corps de fonctionnaires se lie tout naturellement celle de sa hiérarchie. Le cadre des administrateurs des colonies comporte trois grades : ceux d'administrateur-adjoint, d'administrateur et d'administrateur en chef. Les deux premiers grades sont divisés à nouveau, depuis le décret du 27 décembre 1930, en trois classes ; celui d'administrateur en chef ne comprend plus qu'une classe depuis le décret du 10 avril 1925. Les grades d'administrateur en chef, d'administrateur de première classe et d'administrateur-adjoint de première classe comportent, d'autre part, un certain nombre d'échelons automatiques de solde.

En définitive, la hiérarchie et les traitements des administrateurs des colonies se présentent ainsi :

Grades et classes	Soldes d'Europe
<i>Administrateur en chef</i>	
après 8 ans	67.000 fr.
après 6 ans	63.000
après 3 ans	57.000
avant 3 ans	51.000
<i>Administrateur de première classe</i>	
après 6 ans	46.000
après 3 ans	42.000
avant 3 ans	39.000
<i>Administrateur de deuxième classe</i>	36.000
<i>Administrateur de troisième classe</i>	33.000
<i>Administrateur-adjoint de première classe</i>	
après 6 ans	30.000
après 3 ans	26.000
avant 3 ans	23.000
<i>Administrateur-adjoint de deuxième classe</i>	20.000
<i>Administrateur-adjoint de troisième classe</i>	17.000
<i>Elève-administrateur</i>	15.000

Le pourcentage entre les grades a été fixé en dernier lieu par le décret du 11 avril 1934 : l'effectif des administrateurs en chef ne peut être supérieur à 12 % de l'effectif total, celui des administrateurs à 40 % et celui des administrateurs-adjoints à 48 %. Au 1^{er} juillet 1935, on comptait donc 149 administrateurs en chef, 512 administrateurs, 313 administrateurs-adjoints et 47 élèves administrateurs.

L'examen de cette péréquation assez différente de celle des origines du cadre — le décret du 15 novembre 1912 fixait à 10 % l'effectif des administrateurs en chef par rapport à l'effectif total et à 60 % au minimum celui

des administrateurs-adjoints ; il restait par conséquent 30 % seulement pour les administrateurs — conduit à prétendre que le corps des administrateurs coloniaux ne manque pas d'analogie aujourd'hui avec une armée dans laquelle il y aurait plus d'officiers supérieurs que d'officiers subalternes¹.

La première cause de cette situation tient à l'application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée, complétée par celle du 31 mars 1924, auxquelles vinrent s'ajouter les lois du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires mobilisés, du 9 décembre 1927 et du 19 mars 1928 sur les rappels pour services militaires et pour services de guerre. Cette législation rendue applicable aux corps coloniaux organisés par décret par le décret du 5 juillet 1928, eut pour conséquence un gonflement énorme de l'effectif des fonctionnaires du grade d'administrateur principalement. Ils furent d'ailleurs nommés au début hors péréquation. Ultérieurement, celle-ci fut réajustée.

La seconde cause tient à ce que les fonctionnaires qui pouvaient prétendre bénéficier des textes législatifs

1. Cette observation était encore plus fondée avec le précédent décret du 27 décembre 1930 modifié par celui du 11 avril 1934, qui autorisait un effectif de 15 % d'administrateurs en chef et de 44 % d'administrateurs titulaires par rapport à l'effectif total. Il ne restait plus que 41 % pour les administrateurs-adjoints. Bien mieux, un certain nombre d'administrateurs en chef et d'administrateurs promus hors péréquation au titre des lois sur les rappels d'ancienneté pour services militaires ne comptait pas dans ces pourcentages.

Le décret du 11 avril 1934 a prévu que dorénavant les fonctionnaires promus à ce titre viendraient en compte dans les pourcentages nouveaux.

et réglementaires en faveur des anciens combattants étaient pour la plupart des hommes d'âge moyen parvenant au milieu de leur carrière. Au lieu de demeurer administrateurs-adjoints de première classe ils furent donc promus en bloc administrateurs titulaires.

L'Association professionnelle des administrateurs des colonies poussa à la roue. Dans un de ses procès-verbaux, en date du 24 janvier 1925, on relève cette déclaration de son président :

« Pour l'avancement en grade, l'effectif à promouvoir sera fixé par le ministre et comptera hors péréquation. Nous avons de bonnes raisons d'espérer à cet égard une décision très libérale du ministre qui, avec la plus extrême bienveillance, et sur l'avis conforme de M. le Directeur du Personnel a reconnu la nécessité de profiter des circonstances pour réduire l'engorgement des premières classes des administrateurs-adjoints et des titulaires, et rétablir dans notre corps une circulation plus active qui remédiera en grande partie à la crise de l'avancement ».

En réalité, la circulation plus active ne fut qu'éphémère. Les nominations hors-péréquation eurent le résultat logique qu'elles devaient avoir d'aboutir promptement à deux nouveaux engorgements aux deux passages de grade. Ces engorgements sont d'ailleurs réguliers. Dans l'armée tous les lieutenants n'ont pas la prétention de parvenir colonels. Pourquoi en serait-il différemment parmi les administrateurs des colonies ?

Et cependant, le sentiment de la nécessité d'une répar-

tition des valeurs d'après les grades devrait animer cet admirable corps de fonctionnaires puisque l'avancement n'y a lieu qu'au choix sur un tableau dressé chaque année par une commission dite « de classement », siégeant au Ministère des Colonies. Les nominations sont faites ensuite par décret sur le rapport du ministre et dans l'ordre du tableau.

La composition et les attributions de la commission de classement sont déterminées par les articles 20 et 21 du décret du 10 juillet 1920. Elle comprend huit membres : le Directeur du cabinet du ministre, le Directeur du personnel au Ministère des Colonies, le plus ancien directeur de l'administration centrale du Ministère des Colonies auquel est confiée la présidence de la commission, un rédacteur de l'administration centrale faisant fonction de secrétaire ; à ces membres relevant de l'administration centrale du Ministère viennent s'adjoindre un représentant du contrôle qui peut être un inspecteur général ou un inspecteur de première classe des colonies et trois représentants de l'administration active de nos territoires d'outre-mer : un gouverneur général ou un gouverneur des colonies et deux administrateurs en chef, choisis parmi les plus élevés en grade de ceux qui sont présents en France. L'un d'eux est généralement le Président de l'Association professionnelle des administrateurs des colonies.

La commission peut siéger avec cinq membres seulement, dont un administrateur au minimum.

Les attributions de la commission sont assez nombreuses : elle donne son avis sur la titularisation et le licenciement des élèves administrateurs ; sur les demandes d'admission dans le corps des administrateurs dans les conditions précédemment indiquées relatives aux diverses sources de recrutement ; sur les demandes tendant à la collation de l'honorariat et sur les mises à la retraite d'office. Elle dresse le tableau d'avancement et remplit le rôle de commission d'enquête pour l'application des mesures disciplinaires.

Les conditions que doivent remplir les administrateurs des colonies pour pouvoir être inscrits au tableau d'avancement, outre celle d'être proposés par le chef de la colonie où ils exercent leurs fonctions, sont en premier lieu deux années d'ancienneté soit dans la première classe du grade inférieur, soit dans la classe inférieure du même grade, suivant le cas ; en second lieu, une certaine durée de services effectifs dans une colonie depuis leur dernier avancement. Cette durée, en principe, au moins égale à la moitié du temps de séjour exigé dans la colonie pour l'obtention d'un congé administratif, peut varier d'un an pour nos possessions où un séjour colonial de deux ans est exigible : A.E.F., A.O.F., Somalis, Guyane, Cameroun et Togo, à dix-huit mois pour celles où le séjour colonial est de trois ans : Indochine, Madagascar et dépendances, établissements de l'Inde, Nouvelles-Hébrides. Dans nos autres territoires outre-mer, le décret du 9 novembre 1920 modifiant à nouveau l'article 3

de celui du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux a prévu un séjour ininterrompu de cinq ans : Nouvelle-Calédonie, Saint-Pierre et-Miquelon, Martinique, Guadeloupe, Réunion et les établissements de l'Océanie. La durée des services effectifs nécessaire pour remplir dans ces colonies les conditions d'une proposition pour un avancement est de deux ans.

Une condition spéciale est exigée, d'autre part, pour le passage du grade d'administrateur-adjoint de première classe à celui d'administrateur titulaire et du grade d'administrateur de première classe à celui d'administrateur en chef : l'accomplissement aux colonies dans le corps des administrateurs de quarante-huit mois au moins de services effectifs.

L'article 23 du décret organique du 10 juillet 1920 a prévu que les administrateurs des colonies peuvent être détachés en France, dans certains services du Ministère des Colonies pour une durée de trois ans et une fois seulement au cours de leur carrière.

* * *

La question du licenciement, en dehors du cas des élèves administrateurs précédemment examiné, ne se pose pas pour les administrateurs des colonies. Le licenciement ne pourrait d'ailleurs se concevoir que pour un

motif de service tel que la suppression d'emploi, la réforme d'organisation du service ou l'inaptitude au service. En réalité, en cas de suppression d'emploi ou de réorganisation du cadre, ce qui eût lieu en 1887 et 1888 notamment, les agents, dont l'emploi était supprimé, ont toujours été versés dans le nouveau cadre. Quand à l'inaptitude professionnelle, elle n'entraîne pas pour les administrateurs des colonies le licenciement mais la mise à la retraite anticipée pour infirmités, auquel cas l'invalidité doit être régulièrement constatée par une commission de réforme (article 15 du décret du 1^{er} novembre 1928).

Normalement, la mise à la retraite peut être prononcée d'office, aux colonies comme dans la métropole, pour tout fonctionnaire réunissant les conditions d'âge et de durée de services nécessaires pour obtenir pension. Le droit du gouvernement de mettre ces fonctionnaires à la retraite résulte, aux termes de la jurisprudence, des textes qui ouvrent le droit à la retraite et en déterminent les conditions. Ces textes sont actuellement pour les fonctionnaires de l'Etat, dont font partie les administrateurs des colonies, les articles 8 et suivants de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, applicable aux colonies en vertu de son article 82. Aux termes de ces articles, le droit à pension d'ancienneté est acquis en principe à soixante ans d'âge et trente ans accomplis de services effectifs. Il suffit de cinquante-cinq ans d'âge et de vingt-cinq ans de services pour les fonctionnaires qui ont passé quinze ans dans la partie

active ce qui est ordinairement le cas des administrateurs des colonies. La limite d'âge a été d'autre part fixée à cinquante-cinq ans pour ces derniers par un règlement d'administration publique du 6 décembre 1936.

L'article 48 du décret du 1^{er} novembre 1928, réglementant la caisse intercoloniale de retraites, pose en principe que l'admission à la retraite est prononcée par l'autorité qui a qualité pour procéder à la nomination. La mise à la retraite n'est assujettie à aucune forme, à moins qu'elle ne soit prononcée à titre disciplinaire, comme on va le voir, ou qu'il s'agisse d'une mise à la retraite anticipée pour infirmités, dont il a été question plus haut. La communication du dossier prévue par l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905 n'est pas nécessaire.

En application de l'article 111 de la loi de finances du 30 juin 1923, les administrateurs des colonies pères de trois enfants vivants à l'âge de cinquante-cinq ans et en état de continuer leur emploi ne peuvent être mis à la retraite avant soixante ans.

Le décret du 13 janvier 1934, intervenant après ceux des 22 octobre 1928 et 26 mars 1930 sur la matière, a classé, en effet, les emplois d'administrateurs des colonies dans la catégorie B prévue par l'article 75 de la loi du 31 mars 1932, comme présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles, lorsqu'ils sont effectivement occupés hors d'Europe.

Ces dispositions s'appliquent à tous les fonctionnaires

civils sans excepter ceux qui demeurent soumis au régime des pensions militaires antérieur à celui de la loi de 1924 pour lequel ils ont opté.

Signalons, en dernier lieu, le décret-loi du 4 avril 1934 qui a permis la mise à la retraite d'un certain nombre de fonctionnaires du cadre des administrateurs dont l'effectif total a été réduit de 6 % par le décret du 11 avril suivant.

Avant d'en terminer avec l'exposé du statut des administrateurs des colonies, il convient de dire quelques mots du régime disciplinaire du corps, tel qu'il a été fixé en dernier lieu par le décret du 10 juillet 1920, modifié sur certains points de détail concernant la commission d'enquête, par celui du 5 février 1923.

L'échelle des peines disciplinaires s'élève du blâme avec inscription au dossier à la révocation, en passant par la radiation du tableau d'avancement et la rétrogradation.

Le blâme avec inscription au dossier, considéré comme une peine inférieure, est infligé par le gouverneur général ou le gouverneur, sur la proposition du chef hiérarchique de l'intéressé, sans qu'il soit nécessaire de réunir un conseil ou une commission d'enquête.

Les trois autres peines sont plus graves et sont prononcées, par arrêté du ministre, pour la radiation du tableau d'avancement, par décret du chef de l'Etat pour la rétrogradation et la révocation, après avis d'une commission d'enquête. Celle-ci se compose de trois fonctionnaires du corps des administrateurs des colonies désignés par le gouverneur général ou le gouverneur.

L'un d'eux doit être d'une classe ou d'un grade supérieur à la classe ou au grade de l'inculpé ou plus ancien que l'inculpé en cas d'égalité de classe ou de grade. La composition régulière de la commission d'enquête a une grande importance car la non-observance des règles prescrites à cet égard entraîne la nullité de toute la procédure.

Les cas où il est impossible de constituer régulièrement la commission d'enquête ont été prévus par l'article 28 du décret du 10 juillet 1920, modifié par celui du 5 février 1923 : la composition de la commission est alors déterminée par arrêté du gouverneur général ou du gouverneur qui peut y comprendre des magistrats d'appel ou des fonctionnaires d'autres services d'après un tableau d'assimilation arrêté par le ministre. Si les faits se sont passés hors de la colonie à laquelle est affecté le fonctionnaire inculqué, le ministre fixe le lieu de réunion de la commission, en détermine la composition et en désigne les membres. Un arrêt du Conseil d'Etat du 28 mars 1924 a jugé « qu'en ce qui concernait le Commissaire de la République dans un territoire sous mandat, où la commission prévue au décret ne pouvait être régulièrement constituée dans les termes mêmes de ce décret, la commission siégeant au Ministère avait été régulièrement saisie, bien que les faits se fussent passés dans le territoire »¹.

Aux dispositions contenues dans le décret du 10 juillet

1. P. Dareste, *Traité de droit colonial*, t. I, 1931, p. 668.

1920 et les actes réglementaires qui l'ont modifié, il n'y a pas lieu d'ajouter celles des circulaires, le Conseil d'Etat ayant jugé en effet, à différentes reprises, que les recommandations de ces circulaires, notamment de celle du ministre des Colonies du 25 février 1909 concernant la constitution et le fonctionnement des conseils d'enquête « n'avaient pas de force légale et ne pouvaient prévaloir contre une disposition précise »¹.

Le fonctionnaire inculpé est admis à présenter devant la commission d'enquête sa défense, soit verbalement, soit par écrit. Il peut se faire assister d'un défenseur de son choix. L'application de toute mesure disciplinaire demeure naturellement soumise aux dispositions de l'article 65 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Doit-on ajouter que ce n'est que d'une manière tout à fait exceptionnelle que le régime disciplinaire prévu dans les statuts trouve son application. Cette constatation mérite d'être retenue, car les fonctionnaires coloniaux, particulièrement les administrateurs, font face à une lourde tâche dans des postes où ils sont, par suite de l'étendue de nos territoires, livrés à eux-mêmes, à leur propre initiative et isolés sous un climat très souvent pénible, ce qui augmente d'autant leurs responsabilités et les oblige à faire fond uniquement sur leurs connaissances personnelles, leur énergie et leur sang-froid.

1. *Ibidem* (Conseil d'Etat, 7 novembre 1919, R. 1919, 3,232 ; 14 mars 1920, R. 1920, 3,238 ; 30 janvier 1924, R. 1926, 3,46 ; 13 mai 1925, R. 1927, 3,173).

CHAPITRE III

ÉTUDE COMPARÉE DES ADMINISTRATEURS DES COLONIES FRANÇAISES ET DES FONCTIONNAIRES COLONIAUX DU MÊME ORDRE SERVANT DANS LES COLONIES ÉTRANGÈRES.

Les grands peuples coloniaux, en dehors de la France redevenue, depuis la fin du ^{xix}^e siècle, la seconde puissance outre-mer après l'Angleterre, sont, par ordre d'importance territoriale : la Belgique, le Danemark, le Portugal, la Hollande, les Etats-Unis, l'Italie et l'Espagne. *Quantum mutatus ab illo* ! Celle-ci était encore la seconde puissance coloniale il y a cent ans et la première en 1800.

Le Japon possède lui aussi un domaine colonial important, mais d'un caractère particulier, ses possessions continentales asiatiques et insulaires ayant été intégrées dans l'Empire. Ce sont : la Corée, dont les habitants, depuis un décret impérial de 1919, ont les mêmes droits que les Japonais ; Formose ou Taiwan, cédée par la Chine après sa défaite de 1895, les douze îles de l'Archipel

Bokoto appelées souvent Pescadores (îles des Pêcheurs), la partie située au Sud du cinquantième parallèle de l'île Sakhaline dite Karafouto, aux nombreuses pêcheries, enfin le territoire du Kouantoung au Sud de la péninsule du Liaotoung, dont le port franc : Dairen est remarquablement abrité et libre de glace pendant toute l'année.

D'autre part, les anciennes colonies allemandes du Pacifique Nord qui comprennent : les îles Mariannes ou Ladrone aux actifs volcans, les Carolines peuplées de Malais et les Marshall double rangée d'îlets lagunaires, plusieurs inhabités, ont été transformées par le traité de Versailles en un mandat C attribué au Japon.

Une énumération complète ne saurait oublier les nouveaux territoires continentaux du Mandchoukouo formé de la réunion des trois provinces chinoises Fengtien, Chilin et Heilungchiang auxquelles s'ajoute la province mongole du Jéhol, que protège en fait le Nippon, quoique le nouvel Etat mandchou ait été reconnu comme indépendant par la Société des Nations en février 1933, à la suite du rapport Lytton, et par le Japon lui-même.

D'un autre côté, l'immense domaine dans le continent asiatique de l'U.R.S.S. constitue, en réalité, tout un ensemble de colonies qui néanmoins ne sera pas plus étudié ici que le précédent. Ne le seront pas non plus certains pays tels que le Groënland et l'Islande qu'il est permis de considérer à certains égards comme étant ou ayant été des établissements coloniaux du Danemark. L'énorme triangle du Groënland, dont les 836.000 milles

carrés en grande partie glacés viennent après les 918.000 milles de superficie équatoriale du Congo belge, continue à l'être. L'Islande a, depuis la charte du 18 mai 1920 faisant suite à l'Acte d'Union du 30 novembre 1918, le caractère d'un Etat indépendant, en union personnelle avec le Danemark sous l'autorité du Roi Christian X.

Il convient, nonobstant, de ne comparer les unes aux autres que des nations ou des possessions ayant des points communs et partant des institutions analogues. *Non omnia possumus omnes. Non multa, sed multum.* L'application de ce critère de distinction conduit à écarter un grand nombre d'Etats, de colonies et de territoires, dont le degré de développement plus ou moins accentué des institutions publiques ne comporte plus ou ne comporte pas encore l'organisation d'un cadre de fonctionnaires comparable à celui de nos administrateurs des colonies. Se rangeront dans cette catégorie d'abord tous les dominions britanniques dont l'organisation politique et administrative est aussi complexe et entraîne les mêmes rouages que celle des Etats les plus civilisés. « L'Empire britannique a d'ailleurs pris un nouveau nom : « Communauté des Nations britanniques ». Il forme une société des nations »¹. De certains dominions dépendent déjà des établissements présentant tous les caractères d'une colonie². Les deux Rhodésies, l'ancien Sud-Ouest

1. René Maunier, *Sociologie coloniale*, Paris, 1932.

2. *Ibidem*. « Formulons donc notre définition, écrit M. René Maunier. On peut parler de colonisation quand il y a, et par là même qu'il y a occupation avec domination ; quand il y a et par là même qu'il y a émi-

africain allemand sont en fait des territoires d'expansion de l'Union Sud-Africaine. Il en est de même, en Australie et en Océanie, non seulement des établissements dépendant des dominions : le territoire de la Papouasie (Nouvelle-Guinée britannique), les îles d'Entrecasteaux et Louisiade rattachées directement au « Common wealth of Australia » ; les anciennes colonies allemandes, situées au Sud de l'Equateur et placées sous mandat C confié au Common wealth : la partie ex-allemande des îles Salomon, l'archipel Bismarck, la Terre de l'Empereur Guillaume (ancienne Nouvelle-Guinée allemande) ; les territoires insulaires relevant du Dominion de la Nouvelle Zélande : Auckland, Chatham, l'île de Cook et les quatorze autres îles du Pacifique Sud, d'autre part les îles Niue, Kermadec, les côtes de la mer de Ross par 60° de latitude, Tokelau ou les îles de l'Union ; le mandat C des Samoa ex-allemandes attribué à ce dominion ; mais, des possessions métropolitaines dites de « l'Empire britannique » : les Fidji, Tonga ou les îles des Amis, l'île Ducie, Pitcairn peuplée par les descendants révoltés de la « Bounty », le groupe des Phoenix, Gilbert et les Ellice, la partie britannique des Salomons, Starbuck, le condominium des Nouvelles-Hébrides, enfin Nauru îlot situé sous l'Equateur, ancienne possession allemande

gration avec législation. Il n'est pas suffisant qu'on soit là ; que des Français soient établis au loin, s'ils restent seuls, et sans appui, et sans pouvoir, et s'ils n'ont pas le droit de hisser sur leur case le drapeau français. Mais dès qu'ils ont ce droit, ou dès que l'a pour eux un gouverneur, dès qu'ils sont donc symbole de la métropole, et quand est proclamée la volonté de gouverner et de rester, il y a par là même colonisation ».

administrée par l'Empire britannique sous mandat C, tous ces territoires gravitent en réalité dans la sphère économique et politique des deux self governing dominions australien et néo-zélandais.

Pour les mêmes raisons, la plupart des colonies britanniques qui se distinguent des dominions parce qu'elles ne possèdent pas de gouvernement responsable et dont font partie les « Crown colonies », colonies de la Couronne, c'est-à-dire celles où le pouvoir central de la métropole garde un contrôle sur la législation, ne seront pas examinées. Il serait fastidieux de les énumérer. Qu'on en juge par la liste précédente, qui ne représente qu'une très faible partie des possessions de la Grande-Bretagne.

Les établissements outre-mer de l'Angleterre où sont organisés des cadres de fonctionnaires comparables à celui de nos administrateurs coloniaux sont ceux de la West Africa : la Nigéria, la Gambie, la Gold Coast (Gold Coast proprement dite, Achantis et territoires du Nord), la Sierra-Leone (Sierra-Leone proprement dite et protectorat de l'hinterland). Par certains côtés, le corps des administrateurs des colonies peut être, d'autre part, rapproché de celui du « Civil service » de l'Inde.

Pour commencer par celui-ci, la méthode la plus rationnelle d'analyse et de comparaison consiste à reprendre les divisions adoptées pour les fonctionnaires d'autorité servant dans nos possessions dans les deux paragraphes précédents. D'abord, quelles sont les fonctions des chefs administratifs du « Civil service » de l'Inde

qui portent encore le titre modeste de « Collector » (percepteur) qui leur vient de leurs attributions fiscales du temps de la Compagnie à charte qui a gouverné l'Inde jusqu'à la révolte des Cipayes de 1857 et dont les vues étaient terre-à-terre ? En réalité, en dépit de ces appellations de grade primitives que n'a modifiées en rien la Couronne britannique, bien que depuis 1876 le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande ait ajouté à ses titres celui d'Empereur des Indes, les fonctionnaires du Civil service de l'Inde anglaise qui comprend toutes les régions de la grande péninsule indienne placées directement ou indirectement « *under British rule or protection* » ont un rôle fort important au point de vue politique et administratif.

On sait que l'Empire des Indes comprend l'Inde britannique proprement dite soumise à la loi anglaise, des Etats indous protégés possédant leur administration particulière et certaines régions telles que le Népal, royaume indépendant, dont les relations extérieures avec l'Empire relèvent du département des Affaires étrangères et politiques du Gouvernement de l'Inde. Un représentant de ce dernier, généralement un officier de l'Armée des Indes, réside, d'autre part, à la Cour de Sa Majesté Maharajadhiraja Tribhubana Bir Bikram Jung Bahadur Shah Bahadur Shumshere Jung, souverain du Népal, dont la capitale Kathmandu est située dans les Himalayas.

Un des anciens gouverneurs de l'Inde, voici plusieurs

lustres déjà, sir John Strachey, a parfaitement résumé les principes généraux du gouvernement de la péninsule dans les lignes suivantes, extraites de son livre sur l'Inde, traduit par J. Harmand en 1892 :

« Dans chaque district de l'Inde britannique le gouvernement possède un représentant qui concentre entre ses mains toute l'autorité exécutive... Il jouit en toutes choses d'une grande indépendance locale et d'une large initiative personnelle. Comme l'indique sa qualification de « collector and magistrate », ses fonctions sont doubles. C'est un agent fiscal chargé de la perception des recettes foncières et autres : c'est aussi un juge en matière administrative et criminelle, en première instance et en appel ».

« Chaque district de l'Inde, écrit Gustave Le Bon dans son ouvrage sur les *Civilisations de l'Inde*, grand au moins comme un département français, comprend le plus souvent un million d'hommes. Tous les fonctionnaires chargés de l'administration appartiennent au « Civil service » qui comprend pour l'Inde entière un peu moins de mille employés. C'est avec ce petit état-major que l'Inde est gouvernée.

« Composé avec un soin scrupuleux, il forme assurément le plus remarquable ensemble de fonctionnaires qu'aucune nation possède. J'ai été en relations avec beaucoup d'entre eux, et j'ai toujours été frappé, non seulement de leur intelligence et de la solidité de leurs connaissances, mais surtout de leur caractère, de leur sens pratique et de

leur jugement. Ils administrent l'Inde d'une façon sage, habile et intègre.

« Le Gouvernement anglais paye fort cher ses employés dans l'Inde, mais il est très exigeant à leur égard. Ils étaient autrefois nommés au choix, et on voyait alors des familles où de père en fils on se succédait dans l'administration des provinces de l'Inde. Aujourd'hui les nominations se font au concours. Certains abus sont ainsi évités; mais, comme le fait justement remarquer sir Richard Temple, le caractère et l'énergie indispensables dans de tels emplois ne peuvent guère s'apprécier par des examens.

« L'examen d'entrée se passe en Angleterre, mais ensuite le Gouvernement anglais ne prend aucune part à l'avancement ou à la répartition des fonctionnaires, qui se fait exclusivement par les autorités de l'Inde. Ils sont entièrement soustraits ainsi à l'influence des vicissitudes politiques de la métropole.

« L'admission dans ce corps de choix n'est pas d'ailleurs facile. Après des examens qui doivent prouver une instruction assez variée et la connaissance parfaite de l'hindostani — l'administration anglaise n'admettant pas qu'on puisse gouverner un peuple sans connaître sa langue —, le candidat subit une sorte de surnumérariat destiné à montrer ses aptitudes morales. Il entre ensuite dans le « Civil service » avec des appointements de 9.000 à 17.000 francs, suivant la branche de service à laquelle il a été reconnu apte. Quatre ans plus tard, les appoin-

tements varient de 22.000 à 30.000 francs. Après huit années de service, c'est-à-dire vers l'âge de trente ans, l'employé du service civil qui a montré des capacités suffisantes peut espérer un traitement de 50.000 francs, qui lui permet d'atteindre plus tard des positions de 100.000 francs et au-dessus. A toute époque de sa carrière, l'acquisition d'une langue nouvelle, notamment celle de l'arabe, du persan ou du sanscrit, lui vaut une indemnité...

« Des employés du « Civil service » restent parfois vingt ans dans la même province et arrivent ainsi à la connaître à fond ...

« Après vingt-deux ans de fonctions, c'est-à-dire vers l'âge de quarante ans, le fonctionnaire du « Civil service » a droit de retourner en Angleterre avec une retraite annuelle de 15.000 à 25.000 francs..... ».

Des publications et ouvrages plus récents les mêmes renseignements ressortent ; Sir Malcolm Seton dans son livre sur l'*India office* de 1926 et l'*India office list*, annuaire publié par Harrisson & Sons à Londres, qui contient les principaux actes réglementaires du secrétariat d'Etat pour l'Inde, donnent des informations analogues sur l'organisation de l'« Indian civil service » que synthétisait si clairement Gustave Le Bon, en 1900. Les chiffres cités dans son ouvrage concernant les traitements doivent être actuellement triplés environ.

Après l'Inde, certaines « crown colonies », notamment sur la Côte d'Afrique sont administrées, nous l'avons dit,

par des corps de fonctionnaires pouvant être comparés à celui des administrateurs des colonies. Le point le plus remarquable à faire ressortir à cet égard est le mode de recrutement très différent en Angleterre et en France.

Le principe appliqué chez nous est celui du concours conduisant à un établissement d'enseignement, id est l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. Le recrutement latéral, nous l'avons vu, existe, mais demeure très réduit : 5 % seulement composés d'anciens officiers, de rédacteurs du Ministère des Colonies, de permutants d'autres départements ministériels.

En Angleterre, il y a lieu de distinguer les postes subalternes des postes supérieurs : les agents des premiers sont choisis par les « Crown agents », à Londres, qui sont aux Colonies de la Couronne ce que sont à nos possessions de l'Indochine, d'A.O.F., d'A.E.F. et de Madagascar les agences économiques, à Paris, avec de notables différences sur lesquelles il serait trop long d'insister. Mais les candidats aux emplois supérieurs analogues à ceux remplis par nos administrateurs coloniaux sont recrutés par le service du personnel du Ministère des Colonies, à Londres, le « Colonial Office ».

Dans un exposé extrêmement complet et précis fait au Comité franco-britannique d'études coloniales, le 6 mars 1931, M. Snell, représentant du parti travailliste à la Chambre des Communes, résumait ainsi les conditions de recrutement des fonctionnaires britanniques des « Crown colonies » :

« Les candidats aux postes dont s'occupe le service du personnel au Ministère ne sont pas tenus de passer un concours. La sélection est faite sur l'examen,

« *a*) du dossier du candidat contenant des notes générales et donnant des renseignements sur les études faites par lui antérieurement à sa demande,

« *b*) les rapports reçus sur le candidat, fournis par les personnes ayant dirigé ses études ou par lesquelles il a été employé et par des références personnelles désignées par lui, et en tenant compte,

« *c*) de l'impression produite par lui dans une entrevue personnelle ».

Ces quelques lignes permettent de mesurer l'écart qui existe entre la conception britannique et la nôtre sur cette importante question du mode de recrutement de fonctionnaires qui auront à « se prendre corps à corps avec le réel pour parfaire une tâche surhumaine. Il leur faut en effet commander et créer », suivant l'expression de M. Labouret, administrateur en chef des colonies, qui a pris la succession du Gouverneur Delafosse à la chaire d'ethnologie de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer. En somme, pour nos voisins, ce qui importe avant tout ce sont les antécédents, l'expérience et la valeur reconnue d'un candidat ; un ancien colon, un officier, un sportsman, un universitaire, un publiciste pourront, déjà barbon, poser leur candidature à un emploi relevant du Colonial Office. Le caractère pratique, empirique aussi, de cette sélection, surtout cette entrevue personnelle qui

vient fixer en dernier lieu le choix du sous-secrétaire d'Etat permanent du Colonial Office, conviennent à l'âme britannique, à un peuple viril, à de hauts fonctionnaires qui ne craignent point leurs responsabilités. En France, nous préférons, par besoin insatiable de logique, par crainte des injustices et des passe-droits également, sélectionner tellement quellement, par un concours comportant obligatoirement certaines autres injustices et certaines faveurs mais différentes, moins visibles, les savoirs livresques de jouvenceaux au risque de voir plusieurs d'entre eux, quoique dûment diplômés, être reconnus plus tard inaptes comme hommes de caractère et d'action, « capables de bien servir leur pays au loin », éventualité que confirment assez fréquemment les faits.

Ce qu'il faut dire, c'est que chaque nation colonisatrice recrute ses fonctionnaires suivant son génie particulier. « D'où il résulte que tel peuple n'a pas une manière spéciale de coloniser, qu'on puisse ériger en dogme, ni qu'on doive appliquer à tous les pays comme une recette de bonne colonisation »... « Les progrès de la civilisation n'iront jamais jusqu'à effacer les traits originaux que la nature de sa patrie imprime à chaque peuple ».

« Je n'ai aucune honte à me faire le serviteur d'idées aussi simples, on dirait presque, aussi naïves », écrivait Marcel Dubois dans *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*.

Bien que les idées très générales de ce maître en

synthèse ne s'appliquent pas exactement au sujet restreint qui nous occupe, il serait d'un haut intérêt de le suivre pas à pas dans ses études si pénétrantes et toujours actuelles des caractères des grands peuples colonisateurs, en montrant comment ceux-ci ont organisé leurs corps de fonctionnaires appelés en somme à mettre en pratique leur doctrine de colonisation, « d'après les deux facteurs essentiellement variables : l'un humain, historique, qui est l'état du peuple qui colonise ; l'autre plus dépendant des lois physiques, qui est la nature de la contrée nouvelle à mettre en valeur »¹.

Quoiqu'il en soit, cette étude sortirait du cadre fixé et tiendrait à elle seule de nombreuses pages subdivisées *ad infinitum*. Il est toutefois, avant de quitter ce chapitre, une comparaison à établir entre les fonctionnaires coloniaux de chez nous et ceux des Indes Néerlandaises. La Hollande, mère de Rembrandt, « tourment des idéologues et des doctrinaires. Il fait éclater tous les systèmes »², après la Grande-Bretagne et la France, semble avoir le mieux compris l'importance d'un cadre d'administrateurs coloniaux sélectionnés qui capables « d'accomplir de grandes choses »³ soient pour les indigènes *in loco parentis*.

Les fonctionnaires européens du service civil des

1. Marcel Dubois, *Définition exacte de la colonisation*.

2. Georges Duhamel, *Géographie cordiale de l'Europe*.

3. « Daer can in Indiën wat groots worden verricht » (Il y a aux Indes l'occasion d'accomplir de grandes choses) écrivait Jan Pieterszoon Coen, gouverneur général des Indes Néerlandaises, de 1619 à 1623 à ces messieurs du « Conseil des Dix-sept », qui constituaient la direction de la Compagnie des Indes.

Indes néerlandaises « qui apportent à tout un zèle sérieux, convaincu, une activité lente et tenace »¹ « dont la science administrative défie la critique, la conscience professionnelle dépasse l'éloge »², reçoivent leur préparation, pendant trois années, à l'Université de Leyde. Dans son important ouvrage sur les *Indes Néerlandaises*, Gabriel Angoulvant rappelait en 1926 qu'une étude de M. A.R. Hückel, parue en 1913 dans la *Revue Indochinoise*, intitulée « *Les fonctionnaires coloniaux hollandais* » avait exposé les conditions d'admission des aspirants fonctionnaires, qui doivent être pourvus du doctorat juridique, complété par certaines épreuves supplémentaires concernant les questions coloniales ou, s'ils ne sont pas docteurs, se soumettre à plusieurs examens, celui d'admission étant en réalité un concours ouvert aux bacheliers et aux candidats titulaires d'un diplôme équivalent.

Nous retrouvons donc ici le principe du concours et M. Hückel faisait même observer que les fondateurs de « Colo », *alias* Ecole nationale de la France d'outre-mer, s'étaient inspirés manifestement du système hollandais, en essayant de le développer et de le perfectionner.

Après un examen final en Hollande, au bout de leurs trois années d'études, « les candidats (administratieve ambtenaren) sont en principe affectés aux services civils

1. A. Cabaton, *Les Indes Néerlandaises*, p. 192.

2. J. Chailley, *Java et ses habitants*, p. 179.

et adjoints aux contrôleurs dans les parties du service les plus propres à les familiariser avec la pratique du métier de contrôleur, à leur apprendre à manier les populations et leurs chefs et à leur faire employer couramment en conversation la langue indigène. A l'expiration de ce stage qui dure en principe un an, le contrôleur fait un rapport sur l'aptitude ou l'inaptitude du stagiaire au service provincial. Les administratieve ambtenaren, que le gouverneur général a jugés aptes au service provincial, sont nommés aspirants-contrôleurs... »¹. Cette procédure est exactement la même que celle en vigueur pour la nomination des élèves brevetés de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, élèves-administrateurs des colonies et ensuite administrateurs-adjoints. La seule différence est dans les mots : les fonctionnaires coloniaux hollandais s'appellent contrôleurs, les nôtres administrateurs.

Dans tous les autres pays colonisateurs, où ont été organisés des cadres de fonctionnaires coloniaux analogues à celui de nos administrateurs des colonies, on retrouve les mêmes principes tantôt ceux de la Grande-Bretagne, tantôt ceux de la Hollande et de la France. En Grande-Bretagne, d'ailleurs, le principe traditionnel du concours est préféré à celui à première vue plus empirique du choix d'après un dossier, nous l'avons vu, pour les fonctionnaires du « Civil service » de l'Inde.

1. G. Angoulvant, *Les Indes Néerlandaises*, p. 181.

Le dernier grand voyage terrestre de Kipling, cet homme fort qui racontait « des choses énormes d'un ton uni et froid »¹ se fit au Maroc « tout simplement — affirme Morton Fullerton — pour avoir des raisons nouvelles d'aimer et d'admirer la France de Lyautey ». Jules Gérante raconte que le chantre illustre de l'Empire aurait pu voir à Rabat, dans l'un des bureaux de la Résidence générale, un long passage des « Contes des Collines », qu'un des officiers du Maréchal y avait affiché en bonne place, comme étant « le petit bréviaire du parfait fonctionnaire colonial ».

De leurs côtés, Maurice Besson dans la *Tradition coloniale française* parue en 1931, comme Albert Sarraut dans *Servitude et grandeur coloniales*, citent le mot déjà célèbre de Lord Northcliffe : « Comme d'ailleurs au Maroc que j'ai visité récemment nous vous devons à vous Français, un grand coup de chapeau ». Nos administrateurs des colonies en A.O.F., en A.E.F. et à Madagascar peuvent également en prendre leur part. Des méthodes différentes de recrutement et d'organisation des cadres des fonctionnaires coloniaux de plusieurs grands pays donnent donc de bons résultats, tant il est vrai qu'en politique comme en administration, peut-on dire sans paradoxe, il n'y a pas de vérités, mais seulement des réalités, des contingences et des opportunités dont il faut d'abord tenir compte pour agir utilement. Nous nous

1. André Chevrillon, *Rudyard Kipling*.

garderons bien pour conclure de marquer nos préférences pour un système ou un autre et que le lecteur nous permette de lui rappeler, Bossuet *scripsit*, que « le plus grand dérèglement de l'esprit est de voir les choses telles qu'on les voudrait, au lieu de les voir telles qu'elles sont ».

CONCLUSION

Des questions qu'il n'abordait pas, saint Thomas d'Aquin disait : « C'est de la paille ». Nous n'en dirons pas autant de toutes celles que nous laissons dans l'ombre. Notre étude est courte sans doute ; mais, nous avons loyalement prévenu *in limine* le lecteur que nous n'avions pas l'intention d'entreprendre la grande œuvre que mériterait le sujet choisi.

Notre but était de tracer une synthèse courte, mais documentée et présentée clairement, dans un style qui ne fut ni du jargon juridique, ni des périodes administratives mais courant, en un mot facile à lire, synthèse qui nous permit d'abord d'être reçu docteur en droit, s'il est possible, et qui pût, d'autre part, servir à l'occasion à un auteur plus savant que nous-même et animé par le souffle de l'esprit, pour composer, en partant de ce premier travail, le grand ouvrage de cinq à six cents pages qu'attend cet admirable sujet : « Le corps des administrateurs des Colonies », dont nous rêvons nous-même, avouons-le, pour plus tard. Il y faut l'inspiration et des loisirs. *Non licet omnibus adire Corinthum.*

En somme, ce qu'il convenait de faire en premier lieu,

c'était de classer cette masse imposante de textes réglementaires qui constitue la base de l'œuvre à écrire, la petite synthèse que nous achevons n'étant qu'une « simple bluette » par rapport au monument possible. Le premier chapitre fournit un fil conducteur et un classement de tous ces documents de première main ; la liste des textes parue sur le sujet depuis 1887 jusqu'en 1937 complète ce premier chapitre.

Au début du second chapitre nous avons essayé de démontrer, à l'aide de citations choisies entre plusieurs, que — Robert Doucet le note justement dans ses *Comentaires sur la colonisation* —.

..... « L'administrateur idéal, celui qu'on demande à l'Ecole coloniale de former, apparaît comme une sorte de moine laïque, supérieur par ses qualités intellectuelles et morales — sans parler de la résistance physique, naturellement indispensable — au niveau commun de l'humanité. C'est ce que condensait, en peu de mots, un homme éminent qui a rendu à notre empire colonial les plus signalés services, Le Myre de Vilers, lorsqu'il disait : « Trois qualités font le bon administrateur, ce sont une bonne santé, la probité morale, la volonté ».

Le titre même du sujet : le statut des administrateurs des colonies avec ses annexes indispensables concernant les questions de traitements et de pensions a composé la matière de la seconde partie de ce chapitre II. La synthèse a du prendre pour la commodité de l'exposition une forme se rapprochant un peu de l'analyse des textes,

analyse qui pourrait être tellement plus développée, s'il fallait reprendre en détail les soixante-dix décrets énumérés *infra* et commenter tous les ouvrages cités dans la bibliographie. Il était nécessaire, c'était le centre du sujet, d'indiquer comment tous les décrets constitutifs du cadre, « portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies », ont abouti au décret organique du 10 juillet 1920, quels sont les principes concernant le recrutement, la hiérarchie, l'avancement, la discipline, posés par ce texte fondamental ; comment les autres règlements actuellement en vigueur se rattachent à lui et entre eux.

Certes cette étude aurait pu aborder d'autres questions encore se liant directement ou indirectement au statut des administrateurs des colonies : celles concernant la solde, les différentes espèces de congé, les allocations accessoires, etc... qui font la matière de l'important décret du 2 mars 1910, remanié à de nombreuses reprises, un des textes les plus connus et pratiqués de l'administration coloniale avec les décrets du 3 juillet 1897 portant règlement sur les indemnités de route et de séjour, les passages, ainsi que sur le transport des bagages et du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Les problèmes suivants auraient pu également être examinés : création d'une école supérieure d'administration comparable aux écoles de perfectionnement des officiers pour former les cadres supérieurs de l'administration coloniale dite « Ecole des gouverneurs » ; suppres

sion des cadres de l'administration centrale du Ministère des Colonies et leur fusion avec celui des administrateurs ; quels sont les motifs pour lesquels les administrateurs coloniaux font souvent de plus belles carrières dans la-métropole qu'aux pays lointains ? ce paradoxe s'explique-t-il ? comment obliger les administrateurs coloniaux à savoir des langues étrangères et des langues indigènes ? utilité de faire connaître à nos administrateurs des colonies les possessions étrangères par l'organisation de stages périodiques avec réciprocité. Ce dernier problème a été examiné plus particulièrement par M.C.A. Le Neveu, directeur de l'Union coloniale française, dans la *Quinzaine coloniale*, au cours de l'année 1936.

Le lecteur comprendra sans peine que dans toutes ces questions, si intéressantes soient-elles, un serpent se cache sous l'herbe. *Davus sum, non Œdipus.*

BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE SÉRIE OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ALLIER (Raoul). — *Le non civilisé et nous*, Paris, Payot, 1927.
- AUBRY (Pierre). — *La colonisation et les colonies*, Paris, A. Doin et fils, 1909.
- BASTIEN (Paul). — *Les carrières coloniales*, Paris, Fontemoing, 1908.
- BEAUREGARD (Victor). — *L'Empire colonial de la France*, Paris, Challamel, 1924.
- COMBETTE (Bernard). — *L'isolement*, Paris, Gallimard, 1929.
- Conférence économique de la France métropolitaine et d'outre-mer* (décembre 1934-avril 1935). Rapports généraux et conclusions d'ensemble, Paris, Larose, 1935.
- COMITÉ de L'AFRIQUE FRANÇAISE et COMITÉ DU MAROC.
Bulletin mensuel, renseignements coloniaux et documents, rue Cassette, Paris.
- CUREAU (Dr A.). — *Les sociétés primitives de l'Afrique équatoriale française*, Paris, Armand Colin, 1912.
- DELAFOSSÉ (Maurice). — *Les Noirs de l'Afrique*, Paris, Payot, 1921.
— *L'âme nègre*, Paris, 1922.
- *Broussard ou les états d'âme d'un colonial, suivis de ses propres opinions*, Paris, 1923.
- DOUCET (Robert). — *Commentaires sur la colonisation*, Paris, Larose, 1926.
- DUBOIS (Marcel). — *Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs*, Paris, Plon Nourrit, 1895.

- DUCHÊNE (Albert). — *La politique coloniale de la France. Le Ministère des Colonies depuis Richelieu*, Paris, Payot, 1928.
- GUERNIER (E.L.). — *Les grands courants modernes des migrations européennes, l'Afrique, champ d'expansion de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1930.
- FOLLIET (Joseph). — *Le travail forcé aux colonies*, les Editions du Cerf, 1934.
- HARDY (Georges). — *Histoire de la colonisation française*, Paris, 1928.
— *Nos grands problèmes coloniaux*, Paris, 1929.
- HARMAND (Jules). — *Domination et colonisation*, Paris, Flammarion, 1910.
- HUBERT (Lucien). — *Politique africaine (Maroc, Afrique occidentale, Algérie, Tchad, l'effort étranger)*, préface de M. Eugène Etienne, Vice-président de la Chambre des Députés, Paris, Dujarric et C^{ie}, 1904.
- *L'éveil d'un monde, l'œuvre de la France en Afrique occidentale*, Paris, Félix Alcan, 1909.
- JOSEPH (Gaston). — *Koffi*.
- LANESSAN (de). — *Principes de colonisation*, Paris, 1897, Félix Alcan.
- LAURENT (G.). — *La France et ses colonies*, Paris, 1929.
- LEROY-BEAULIEU (Paul). — *De la colonisation chez les peuples modernes*, Paris, 6^e édit. 1908. Guillaumin et C^{ie}.
- STODDARD (Lothrop). — *The rising tide of colour*, Londres, 1920, traduction française : *Le flot montant des peuples de couleur*, Payot, Paris.
- MARÉCHAL LYAUTEY. — *Le rôle social de l'officier*, préface du Général Weygand, chez Plon.
- *Lettres du Sud de Madagascar (1900-1902)*.
- *Paroles d'action (Madagascar, Sud-Oranais, Oran, Maroc, 1900-1926)*, préface de Louis Barthou, 1927, Paris, Armand Colin.
- *Lettres du Tonkin et de Madagascar (1894-1899)*, Paris, Armand Colin, 1920.
- LYAUTEY (Pierre). — *L'organisation de l'Empire colonial*, Paris, 1931.

MAUNIER (René). — *Sociologie coloniale*, Paris, Domat-Montchrestien, 1932.

MEYNIER (Général O.). — *L'Afrique noire*, Paris, Flammarion.

MURET (Maurice). — *Le crépuscule des Nations blanches*, Paris, Payot, 1926.

La Quinzaine Coloniale, organe de l'Union Coloniale française, paraissant le 10 et le 25 de chaque mois, directeur C.A. Le Neveu Paris.

REGISMANSET (Ch). — *Essai sur la colonisation*, Paris, 1907.

— *Les fonctionnaires*, 3^e édit., Paris, 1911.

— *Questions coloniales*, Paris, Larose, 1900, 1912, et 1912, 1919.

RESTE (J.F.). — *Terres d'ombre et de lumière*, Paris, Istra, 1936.

RICHET (Etienne). — *Le problème colonial*, Paris, Editions de l'Autre France, 95, avenue de Villiers, 1919.

SARRAUT (Albert). — *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot, 1923.

— *Grandeur et servitude coloniales*, Paris, Editions du Sagittaire, 1931.

SAULNIER (Eugène). — *L'Hôtel du Ministère des Colonies (Revue de l'histoire des colonies*, 1916, 1^{er} trimestre).

SAUSSURE (Léopold de). — *Psychologie de la colonisation française dans ses rapports avec les sociétés indigènes*, Paris, Félix Alcan, 1899.

VALMOR (J.). — *Les problèmes de la colonisation*, Paris, Marcel Rivière, 1909.

Une âme de Chef : Le gouverneur Général J. Van Vollenhoven, Paris, Plon, 1920, édité par le Comité d'initiative des amis de Vollenhoven.

VERLAINE (Louis). — *Notre colonie. Contribution à la recherche de la méthode de colonisation*, Bruxelles, Denis, 1923.

VIELJEUX (Léonce). — *La foi coloniale*, préface de l'Amiral Lacaze, Paris, Hachette, 1928.

VIGNON (Louis). — *Un programme de politique coloniale*. Paris, Plon Nourrit, 1919.

WILBOIS (J.). — *Le Cameroun. Les indigènes, les colons, les missions, l'administration française*, Paris, Payot, 1934.

SECONDE SÉRIE

TRAITÉS ET MANUELS
CONCERNANT LE DROIT ADMINISTRATIF,
LE DROIT ADMINISTRATIF COLONIAL
PARTICULIÈREMENT

BERTHÉLÉMY. — *Traité élémentaire de droit administratif*, 11^e édit.

DARESTE (P.). — *Traité de droit colonial*, Paris, 1931.

DISLÈRE (Paul). — *Traité de législation coloniale complété et mis à jour par Dalmas, Victor Morel et Albert Duchêne*, Paris, 1914.

FRANÇOIS (G.) et MARIOL (H.). — *Législation coloniale*, Paris, 1929.

FRANÇOIS (G.) et ROUGET (Fernand). — *Manuel de législation coloniale*, Paris, 1909.

GIRAULT (Arthur). — *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, 1930, 5^e édit.

HAURIU (Maurice). — *Précis de droit administratif et de droit public*, 12^e édit., 1933.

MÉRIGNHAC. — *Précis de législation et d'économie coloniales*, Paris, 1912.

ROLLAND et LAMPUE. — *Précis de législation coloniale*, Paris, 1931.

TROISIÈME SÉRIE

OUVRAGES
CONCERNANT LES FONCTIONNAIRES COLONIAUX,
NOTAMMENT LES ADMINISTRATEURS DES COLONIES

Annuaire du Ministère des Colonies, Lavauzelle, Paris.

B.O.C. (Bulletin officiel de l'administration des Colonies), depuis 1887.

Bulletin de l'association professionnelle des administrateurs des colonies, Paris, de 1907 à 1936.

Bulletin de la société des anciens élèves de l'Ecole coloniale, 1900 à 1936.

Décret du 3 juillet 1897, suivi du décret du 5 octobre 1922 sur les passages et indemnités de route des fonctionnaires coloniaux, mis à jour au 1^{er} octobre 1936, Paris, 1936, Ch. Lavauzelle.

Décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, mis à jour au 1^{er} octobre 1935. Paris, 1935, Ch. Lavauzelle.

Décret du 30 décembre 1912, sur le Régime financier des colonies suivi de diverses annexes, par E. Laplaiche, Paris, 1928.

Le régime financier des colonies, annoté et mis à jour au 1^{er} janvier 1931, par C.M. MERLY et Bernard SOL, Paris, Larose, 1932.

L'École Coloniale et ses élèves, 1885-1905, éditée par la Société des anciens élèves, Paris, 1905.

BOUTMY (Emile). — *Le recrutement des administrateurs coloniaux, Paris, Armand Colin, 1895.*

DELAIGNETTE (Robert). — *Soudan-Paris-Bourgogne, Paris, Ed. Bernard, 1935.*

LAPALUD (Maurice). — *L'administrateur colonial à Madagascar, ses attributions, Paris, 1903.*

MOULIN, SERIS et CLABAUDÉ. — *Annuaire et livre d'or des administrateurs coloniaux, Paris, 1905.*

RALLION (Paul, Hubert). — *Les fonctionnaires à Madagascar, Tananarive, 1909.*

ROUX (Emile). — *Manuel à l'usage des administrateurs de l'A.O.F. Paris, 1911.*

THIERS (André). — *Administrateurs et administrés, Paris, 1919.*

VIENTOT (Alfred). — *Personnels des gouverneurs, des secrétariats généraux, des administrateurs, des affaires indigènes et des services civils des colonies, Paris, 1913.*

VILLAMUR (Roger). — *Les attributions judiciaires des administrateurs et chefs de poste en service à la Côte d'Afrique, préface du Gouverneur Clozel, A. Pedone, Paris, 1902.*

QUATRIÈME SÉRIE
BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX COLONIES ÉTRANGÈRES

Annuaire de documentation coloniale comparée, Bibliothèque coloniale internationale, Institut colonial international, 14, rue d'Or, Bruxelles, années 1927 à 1935.

Annuaire officiel du ministère des colonies de Bruxelles

ANGOULVANT (Gabriel). — *Les Indes Néerlandaises*, Paris, 1926, Le Monde nouveau.

CABATON (A.). — *Les Indes Néerlandaises*.

CHAILLEY (Joseph). — *L'Inde britannique*, Paris, 1910.

CHAILLEY (J.). — *Le recrutement des fonctionnaires coloniaux. La Hollande et les fonctionnaires des Indes Néerlandaises*, Paris, 1893.

CURZON (Marquis of Kedleston). — *British government in India*, London, 1925.

DEMANGEON. — *L'Empire britannique*, Paris, Armand Colin, 1931.

FAUCIGNY-LUCINGE (Prince de). — *Lord Curzon aux Indes*, Paris, Flammarion.

GUYOT (Georges). — *L'Italie devant le problème colonial*, Paris, 1927.

HUCKEL (A.E.). — *Les fonctionnaires coloniaux hollandais (Revue Indo-chinoise, août, septembre, octobre 1913)*.

LE BON (Gustave). — *Les civilisations de l'Inde*, Paris, 1900, Flammarion.

The Statesman's Year Book, statistical and historical annual of the states of the world for the year 1935, edited by M. Epstein M.A. Ph. D. Macmillan and Co Ltd. St Martin's street London.

LISTE DES TEXTES
CONCERNANT LE STATUT DES ADMINISTRATEURS
DES COLONIES

- 2 septembre 1887.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret établissant un corps unique d'administrateurs coloniaux pour les fonctionnaires chargés en sous-ordre de l'administration des colonies.
- 22 septembre 1887.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret déterminant les attributions des administrateurs coloniaux au Sénégal.
- 23 novembre 1887.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret maintenant aux administrateurs coloniaux institués par le décret du 2 septembre 1887 les avantages que leur situation antérieure leur assurait au point de vue de la retraite.
- 12 décembre 1888.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret réorganisant le corps des administrateurs coloniaux.
- 23 janvier 1889.** — Arrêté ministériel déterminant la composition des conseils d'enquête devant lesquels les administrateurs coloniaux peuvent être traduits par mesure disciplinaire.
- 10 mai 1889.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret allouant à l'administrateur de Nossi-Bé, à titre de frais de représentation, une indemnité fixée à 3.000 francs par an.
- 11 octobre 1892.** — Décret réorganisant le personnel des bureaux des secrétariats généraux.
- 10 novembre 1892.** — Décret créant de nouveaux cours à l'Ecole coloniale et fixant le nombre et la nature des emplois réservés aux élèves sortant brevetés.

- 16 décembre 1892.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réorganisation du corps des administrateurs coloniaux.
- 24 juillet 1894.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant le décret du 16 décembre 1892.
- 4 juillet 1896.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.
- 12 septembre 1896.** — Décret déterminant les conditions d'admission du personnel des résidences de Madagascar dans le cadre des administrateurs coloniaux (Nouvelle formation).
- 17 octobre 1896.** — Arrêté ministériel fixant les matières du concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire aux colonies.
- 25 septembre 1896.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret fixant l'uniforme du personnel des administrateurs coloniaux.
- 25 février 1897.** — Décret modifiant les conditions d'admission dans les services du secrétariat général du gouvernement de la Cochinchine, des résidences de l'Annam, du Tonkin et du Cambodge, des douanes et régies de l'Indochine et d'admission au concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire aux colonies.
- 31 juillet 1897.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant et complétant le décret du 12 septembre 1896 qui a déterminé les conditions d'admission du personnel des résidences de Madagascar dans le cadre des administrateurs coloniaux (Nouvelle formation).
- 17 août 1897.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant le décret du 4 juillet 1896 portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.
- 20 janvier 1898.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant et complétant les décrets des 12 septembre 1896 et 31 juillet 1897 qui ont déterminé les conditions d'admission du personnel des résidences de Madagascar dans le cadre des administrateurs coloniaux (Nouvelle formation).
- 26 janvier 1898.** — Arrêté ministériel portant fixation de la date d'ouverture d'un concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire aux colonies.

- 23 mars 1898.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant et complétant le décret du 4 juillet 1896 portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.
- 15 avril 1898.** — Arrêté ministériel modifiant la date d'ouverture du concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire aux colonies.
- 24 mai 1898.** — Rapport au Président de la République suivi de deux décrets : l'un portant organisation du personnel des bureaux des secrétariats généraux des colonies, l'autre portant modification du décret du 4 juillet 1896 sur les administrateurs coloniaux.
- 7 juillet 1898.** — Décret portant modification de l'article 3 du décret du 2 septembre 1887 sur l'organisation du corps des administrateurs coloniaux.
- 10 juillet 1898.** — Arrêté ministériel modifiant et complétant l'arrêté du 17 octobre 1896 fixant les matières du concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire des colonies.
- 9 avril 1899.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant admission des secrétaires généraux des anciennes directions de l'Intérieur dans le personnel des administrateurs coloniaux.
- 7 septembre 1899.** — Arrêté fixant le nombre des places mises à la disposition des élèves brevetés de l'Ecole coloniale dans le personnel des administrateurs coloniaux.
- 7 septembre 1899.** — Arrêté ministériel portant fixation de la date d'ouverture d'un concours pour l'admission à l'emploi d'administrateur stagiaire des colonies.
- 1^{er} septembre 1899.** — Circulaire portant interprétation d'un décret du 25 septembre 1896 fixant l'uniforme du personnel des administrateurs coloniaux.
- 6 avril 1900.** — Décret portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux et organisation du personnel des Affaires indigènes aux colonies.
- 24 septembre 1900.** — Arrêté ministériel fixant les matières du concours pour l'emploi d'administrateur stagiaire aux colonies, abrogeant celui du 10 juillet 1898.
- 19 septembre 1903.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification au décret du 6 avril 1900 réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.

- 17 juin 1903.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret relatif à la prestation de serment par écrit des administrateurs coloniaux en service dans les colonies ou territoires relevant du gouvernement général de l'A.O.F.
- 2 mars 1904.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret autorisant les administrateurs investis des fonctions de juge de paix à tenir des audiences foraines.
- 27 juin 1905.** — Rapport au Président de la République, suivi d'un décret portant modification aux décrets des 6 avril 1900 et 19 septembre 1903 réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.
- 27 juin 1905.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant admission dans le cadre des administrateurs coloniaux des chefs de bureau du corps des comptables de Madagascar.
- 6 septembre 1905.** — Arrêté ministériel déterminant les conditions exigées des fonctionnaires, officiers, agents ou explorateurs non munis du brevet de l'Ecole coloniale qui sollicitent leur admission dans le cadre des administrateurs coloniaux.
- 10 décembre 1905.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification au décret du 6 avril 1900 réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.
- 16 septembre 1907.** — Circulaire rappelant celle du 20 juillet 1906 ; propositions annuelles à établir en faveur des administrateurs coloniaux et du personnel des secrétariats généraux.
- 30 décembre 1908.** — Décret réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.
- 25 février 1909.** — Circulaire ministérielle relative aux règles de procédure que doivent suivre les conseils d'enquête devant lesquels peuvent être déférés les fonctionnaires coloniaux.
- 30 décembre 1909.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification au décret organique des administrateurs coloniaux.
- 15 novembre 1912.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.

- 12 février 1913.** — Circulaire ministérielle au sujet de l'application du décret du 15 novembre 1912 réorganisant le personnel des administrateurs coloniaux.
- 5 mai 1913.** — Arrêté ministériel réglementant le stage à l'Ecole coloniale.
- 28 février 1915.** — Rapport au Président de la République suivi de quatre décrets et d'un arrêté ministériel portant assimilation du temps passé sous les drapeaux au séjour colonial et prorogation des tableaux d'avancement du personnel pour l'année 1915.
- 30 mars 1915.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret complétant l'article 2 du décret du 15 novembre 1912 portant organisation du corps des administrateurs coloniaux.
- 19 octobre 1915.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification provisoire, pendant la durée de la Guerre, à certaines dispositions du décret du 15 novembre 1912 réorganisant le corps des administrateurs coloniaux.
- 15 mai 1916.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification aux décrets des 15 novembre 1912 et 19 octobre 1915 concernant le corps des administrateurs coloniaux.
- 5 juin 1916.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant le paragraphe 3 de l'article 6 du décret du 15 novembre 1912 réorganisant le corps des administrateurs coloniaux.
- 12 mai 1917.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret attribuant, pendant la durée de la Guerre et l'année qui suivra la conclusion de la paix, un certain nombre d'emplois d'élèves-administrateurs des colonies aux anciens militaires et marins réformés ou retraités à la suite de blessures reçues ou d'infirmités contractées depuis le début des hostilités.
- 5 septembre 1917.** — Rapport au Président de la République suivi de trois décrets portant règlement de la situation créée aux élèves de l'Ecole coloniale par l'état de Guerre.
- 18 février 1918.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant l'article 2 du décret du 15 novembre 1912 portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.

- 1^{er} juillet 1918.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret complétant le décret du 19 octobre 1915 relatif à la nomination à titre provisoire d'administrateurs adjoints de troisième classe des colonies.
- 19 septembre 1918.** — Circulaire ministérielle relative aux administrateurs des colonies déjà inscrits au tableau d'avancement et non proposés à nouveau.
- 18 février 1919.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant les décrets des 24 juin et 15 novembre 1912 qui ont organisé les personnels des services civils de l'Indochine et des administrateurs coloniaux et le décret du 29 avril 1916 relatif au personnel des secrétariats généraux des colonies.
- 7 mai 1919.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret relatif à l'avancement des administrateurs adjoints de troisième classe des colonies.
- 10 juillet 1920.** — Décret portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.
- 18 août 1922.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret complétant, en ce qui concerne les Etablissements français de l'Inde, l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs coloniaux.
- 5 février 1923.** — Décret complétant les dispositions de l'article 27 du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.
- 22 novembre 1923.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret complétant l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.
- 13 novembre 1924.** — Décret modifiant celui du 10 juillet 1920, en ce qui concerne l'article 23 dudit décret (détachement des administrateurs des colonies).
- 10 avril 1925.** — Décret modifiant celui du 10 juillet 1920, en ce qui concerne la hiérarchie, les traitements et le cadre général des administrateurs des colonies.
- 1^{er} mai 1926.** — Décret attribuant aux fonctionnaires de certains cadres coloniaux des suppléments provisoires de traitement.

- 2 août 1926.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant modification à l'article 9 du décret du 1^{er} décembre 1920 portant réorganisation du corps des services civils de l'Indochine et à l'article 5 du décret du 10 juillet 1920.
- 20 janvier 1926.** — Arrêté ministériel modifiant celui du 5 mai 1913 relatif au stage accompli par les fonctionnaires locaux proposés pour l'emploi d'administrateur-adjoint de deuxième classe des colonies.
- 17 août 1927.** — Décret fixant les traitements des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.
- 30 juin 1929.** — Décret fixant les traitements des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.
- 16 novembre 1929.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies, en ce qui concerne la prise de rang dans le cadre, des stagiaires ayant satisfait à l'examen de sortie de l'Ecole coloniale.
- 21 juin 1930.** — Rapport au Président de la République suivi d'un décret modifiant les décrets du 10 juillet 1920 et 20 janvier 1926 réorganisant le personnel des administrateurs des colonies.
- 29 août 1930.** — Décret fixant les traitements des administrateurs des colonies.
- 27 décembre 1930.** — Décret modifiant le décret du 10 juillet 1920, en ce qui concerne la hiérarchie, les traitements, le stage à l'Ecole coloniale, les permutations et l'honorariat du grade.
- 18 avril 1931.** — Décret complétant, en ce qui concerne les Etablissements français de l'Océanie, l'article 1^{er} du décret du 10 juillet 1920.
- 7 juillet 1931.** — Circulaire ministérielle relative aux propositions d'avancement en ce qui concerne le personnel des administrateurs des colonies.
- 25 avril 1933.** — Décret fixant l'uniforme des administrateurs des colonies.
- 20 février 1934.** — Décret réorganisant le personnel des administrateurs des colonies, en ce qui concerne le stage de l'Ecole coloniale.

- 11 avril 1934.** — Décret fixant l'effectif et la hiérarchie du personnel des administrateurs des colonies.
- 7 mai 1934.** — Décret fixant le pourcentage des administrateurs en chef et des administrateurs des colonies.
- 3 novembre 1934.** — Décret relatif au détachement en France des administrateurs des colonies et des administrateurs des services civils de l'Indochine.
- 4 décembre 1934.** — Circulaire ministérielle relative au détachement en France des administrateurs des colonies.
- 17 avril 1935.** — Circulaire ministérielle relative à l'affectation des fonctionnaires débutants.
- 13 septembre 1935.** — Décret relatif au cumul d'une fonction publique et d'un emploi privé (administrateurs des colonies).
- 3 octobre 1936.** — Décret portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies.

Vu :
le Doyen,
E. ALLIX.

Vu :
Le Président de la thèse :
R. MAUNIER.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
S. CHARLÉTY.

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE

